

Édition
2022



BULLETIN D'INFORMATION ET DE LIAISON

ASSOCIATION « FRÈRES D'ARMES »
ÉCOLE MILITAIRE



Le maintien de l'adoption des mesures de prévention individuelles, même dans la sphère privée, associées aux mesures collectives, sont actuellement les seuls moyens permettant de freiner la circulation du virus SARS-CoV-2 et de réduire l'impact sur le système de soins et la mortalité. La distanciation physique (respecter au moins un mètre entre les personnes, saluer sans se serrer les mains ni s'embrasser), les mesures d'hygiène (se laver régulièrement les mains, tousser dans son coude), la limitation des rassemblements (réunion), le port d'un masque et l'aération régulière des lieux fermés restent des mesures essentielles, de même que l'isolement en cas de symptômes et la réalisation d'un test dans les plus brefs délais.

PROTÉGEONS-NOUS LES UNS LES AUTRES



OUTILS NUMÉRIQUES POUR LUTTER CONTRE LA COVID-19



Pour les dernières évolutions liées à la pandémie COVID 19, consulter le site : www.santepubliquefrance.fr

GUIDE D'INFORMATION ET DE LIAISON

ÉDITION 2022



GUIDE RÉDIGÉ À L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION
« FRÈRES D'ARMES »

ÉCOLE MILITAIRE - case G - 1 place Joffre - 75700 Paris SP 07

Tél. : 01 44 42 45 06

Site Web : www.freresdarmes.org - E-mail : freresdarmes@wanadoo.fr

Directeur de la publication : Général de Division (2S) Philippe Delbos
Président de l'Association Frères d'Armes

Rédacteur en Chef : Général de brigade aérienne (2S) Didier Oustric
Secrétaire Général de l'Association Frères d'Armes

Photocomposition - Impression : PRINTCORP - 8, rue Jean-Pierre Timbaud - 75011 PARIS -
Tél. : 01 55 28 87 00

N.B : L'Éditeur et l'Association déclinent toute responsabilité du fait des erreurs qui auraient pu être insérées dans cet ouvrage ou des modifications législatives intervenues pendant sa diffusion.

ISSN : 2270.4817

Certaines photos ont été réalisées avant la crise COVID-19. Continuons de respecter les gestes barrières, portons un masque lorsque cela est nécessaire.

Allocution « Frères d'Armes » - Général d'armée Eric Bellot des Minières - inspecteur général des armées « Terre »	7
Préface du président de l'association « Frères d'Armes »	11
Préface du président des stagiaires internationaux de l'École de Guerre	13

Discours du président de la République M. Emmanuel Macron devant le Parlement européen, 9 janvier 2022	17
Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la République, sur la lutte contre le terrorisme au Sahel et le retrait militaire du Mali de la France et des États participants à la task force Takuba , à Paris le 17 février 2022.	29

Discours du ministre des Armées M. Sébastien Lecornu au dialogue de Shangri-La à Singapour, 11 juin 2022	35

Discours du Chef d'état-major des armées le Général d'armée Thierry Burkhard sur l'Ukraine, 22 avril 2022	41

Allocution du Chef d'état-major des armées le Général d'armée Thierry Burkhard devant la 29 ^{ème} promotion de l'École de Guerre, le 14 octobre 2021	44

Extrait du magazine réalisé par les officiers internationaux de la 29 ^{ème} promotion de l'Ecole de guerre	57
Les forces d'opérations spéciales slovaques Lieutenant-colonel Peter ŽOCHŇÁK, COMFOS, Slovaquie	59
Réchauffement climatique : un nouveau front pour les armées Commandant Dean KACHAB, armée de Terre australienne	65

Considération sur le leadership au 21 ^{ème} siècle Lieutenant-colonel Jake BRITTINGHAM, armée de l'Air américaine	73
La vie du comte « Von Clausewitz » et ses théories de la guerre Capitaine de frégate Jochen ESSER, Marine allemande	81
La Colombie et son évolution dans la course aérospatiale Lieutenant-colonel G. William TABARES, armée de l'Air colombienne	89
Le rôle de l'armée indonésienne face aux catastrophes naturelles Commandant Hafda Prima AGUNG, armée de Terre indonésienne	95
Le futur proche saoudien dans la vision 2030 Capitaine de Frégate Aldebasy MAGED, Marine saoudienne	101

Général d'armée Eric Bellot des Minières, Inspecteur général des armées « Terre »



Allocution « Frères d'Armes » - Paris - École militaire - Rotonde Gabriel – 1^{er} juin 2022

Mon général,
Chers camarades,

Je tiens tout d'abord à remercier le Général DELBOS pour cette invitation au Cocktail annuel de l'association « Frères d'Armes ». Je connais son importance, notamment pour l'accueil et le soutien des stagiaires internationaux dans nos différentes écoles militaires. Ce cocktail est en particulier l'occasion de resserrer les liens et de donner corps aux relations d'amitiés, et je dirais même d'affection, qui unissent les membres de l'association, et l'ensemble des stagiaires qui bénéficient de son soutien.

Comme le disait il y a quelques années le général de division Bruno GUIBERT, alors commandant de la 3^{ème} division, la division Montsabert (je ne pouvais l'omettre mon cher Philippe), il est important de se connaître, et plus encore « *de s'entraîner ensemble, pour demain combattre ensemble... avec un seul but : la victoire* ».

Nos opérations ces dernières années, et le retour de la prise en compte par les pays occidentaux de la guerre sur le territoire européen, nous rappellent au quotidien, que l'engagement dans un cadre strictement national est aujourd'hui totalement révolu. Le combat est désormais, interarmes et interarmées, nous le savions depuis longtemps. Il est désormais interalliés. Nous ne nous engagerons jamais seuls. C'est le cas au Sahel, avec l'appui de nos partenaires européens et africains. C'est le cas, au Levant, avec nos partenaires américains et des pays du proche ou moyen Orient.

Nous avons donc un besoin crucial de connaissance, de compréhension et donc de confiance mutuelle, ce que certains appellent parfois un devoir « d’interculturalité », qui en l’occurrence, ne peut pas se limiter à la seule connaissance de nos partenaires internationaux, mais doit aussi garantir une connaissance :

- de notre environnement ;
- des populations et cultures au sein desquelles nous aurons à combattre pour recouvrir la paix et la sécurité ;
- de nos adversaires en s’appuyant en particulier sur des réseaux ou des moyens de renseignement denses et redondants ;
- de nos chefs politiques enfin, pour ajuster l’action militaire à la volonté des États, la défense de nos propres intérêts, comme de nos populations qui auront à supporter le coût de la guerre.

Cette connaissance de nos partenaires, cette interculturalité, passe par trois axes majeurs, qui fondent l’interopérabilité de nos forces :

- connaissance de nos doctrines respectives et c’est tout l’objet de vos formations en France, je pense en particulier aux stagiaires de l’École de Guerre, qui viennent juste de sortir de l’exercice COALITION durant lequel, ils ont pu mettre en œuvre la COPD, processus de planification opératif, partagé par tous les membres de l’OTAN.
Je pense aussi aux stagiaires de l’école de guerre –Terre, qui ont déroulé pendant un an aux côtés de leurs camarades français la MEDO-T ;
- connaissance de nos matériels et de nos capacités respectives, c’est là encore tout l’intérêt des stages d’immersion ou des présentations d’armées que vous pouvez suivre, qui à Satory, à Toulon ou encore à Evreux.
C’est aussi tout l’objet des exposés que vous, stagiaires internationaux, pouvez être amenés à faire aux profit de vos camarades français, au cours de vos scolarités communes ;
- connaissance des hommes enfin. Car c’est bien la connaissance des hommes qui est au cœur de l’interculturalité, car, disait Ardant du Pic, « *l’homme reste l’instrument premier du combat* ».

Soyez en persuadés, les liens d’amitiés, de confiance, voire d’affection que vous aurez tissés pendant vos années de scolarité en France, les activités partagées, organisées par l’institution militaire, mais aussi par « Frères d’Armes », qui vient utilement en appui, resteront une part du gage de notre efficacité collective au combat, dans les engagements que nous connaissons demain.

Ces amitiés sont durables et facilitées aujourd’hui par les moyens de communication modernes et les réseaux sociaux : *WhatsApp* ou *face Time* font le lien... nos pots chaleureux sans doute le reste, mieux encore !

Je tiens donc à vous remercier collectivement, « frères d'armes », structures institutionnelles, mais aussi vous, stagiaires internationaux, et bien entendu vos pays représentés aujourd'hui par vos ambassades,

- pour la confiance que vous accordez à la France ;
- pour le travail extraordinaire que vous effectuez, pierre par pierre, non pour construire un mur, mais bien des ponts entre nos Nations, pour le plus grand succès de nos armes et des valeurs communes que nous défendons.

Je vous remercie.

Le général de division (2s) Philippe Delbos est Saint-Cyrien, ingénieur des Techniques avancées (ENSTA Paris) et breveté de l'École de guerre allemande (Führungsakademie de Hambourg). Il a effectué une carrière militaire de 37 années au sein des parachutistes et des Troupes de marine (arme de l'armée de Terre spécialisée dans le service outre-mer), dont 6 années à la Réunion, en Nouvelle Calédonie et en Martinique, ainsi que de nombreuses missions et opérations en Afrique et en Afghanistan.

À l'issue de l'assemblée générale (AG) du 25 juin 2020, il est élu président par le nouveau conseil d'administration.



PRÉFACE DU PRÉSIDENT DE L'ASSOCIATION « FRÈRES D'ARMES »

Chers anciens stagiaires de l'enseignement militaire supérieur français,
Chers amis de l'association Frères d'Armes,

Comme chaque année, l'association publie son bulletin d'information et de liaison qui permet de relier les stagiaires internationaux et toutes les personnes qui ont noué des relations d'amitié et de fraternité d'armes à l'occasion des stages de l'enseignement militaire supérieur français, en complément des communications publiées sur le site de Frères d'Armes (<https://www.freresdarmes.org>) et de la *newsletter* « Frères d'Armes Info ».

Cette publication poursuit deux objectifs particuliers :

- Regrouper les textes et discours récents qui ont trait à la politique de défense de la France ou aux forces armées françaises et qui peuvent vous être utiles en tant que spécialiste de la défense française ;
- Diffuser quelques productions écrites de vos camarades actuellement présents à l'Ecole de Guerre à Paris.

Avec ce document, nous voulons également témoigner, au nom de tous vos camarades français et internationaux, de l'importance que nous attachons au maintien des relations d'amitié et de notre ambition : celle de bâtir un véritable réseau de fraternité d'armes qui participe à l'équilibre des sociétés et à la paix.

Ainsi, vous pouvez m'envoyer vos suggestions et vos conseils, ou tout simplement des nouvelles ou des messages à publier sur le site (courriel : philippe.delbos@freresdarmes.org).

Je conclus en citant les mots du chef d'état-major des armées, le général d'armée Thierry Burkhard, dans son éditorial du GRID 2022 (disponible sur le site) :

« La fraternité d'armes est une valeur à laquelle je suis profondément attaché. Elle façonne notre identité et unit les militaires autour de vertus qui sont autant de guides. Honneur, courage, abnégation, fidélité... »

« Cette fraternité trouve sa source dans le temps partagé, dans les travaux menés en commun et peut-être surtout dans les épreuves affrontées ensemble... »

« Nous vivons une époque troublée, marquée par le durcissement de la compétition internationale. Quand le rapport de force devient le mode de résolution des différends, le recours à la violence apparaît trop souvent comme la solution. Dans ce contexte, la notion de solidarité stratégique est fondamentale. »

Je vous souhaite une excellente lecture.

Lieutenant-colonel Michel USELDINGER
(Armée luxembourgeoise)



PRÉFACE DU PRÉSIDENT DES STAGIAIRES INTERNATIONAUX DE L'ÉCOLE DE GUERRE

La 29^{ème} promotion de l'Ecole de Guerre comprenait cette année 85 officiers stagiaires issus de 62 pays partenaires et alliés, tous sélectionnés dans nos pays respectifs pour suivre cette année de formation à Paris. Malgré qu'elle ait encore débuté sous les mesures de restrictions sanitaires liées à la pandémie, cette promotion 2021-2022 aura progressivement été libérée des diverses entraves aux interactions sociales entre nous. De sorte que la fin de scolarité aura enfin pu retrouver des conditions normales de formations.

Malheureusement, notre promotion a été confrontée à deux autres événements majeurs qui auront à nouveau démontré l'importance de cette solidarité qui nous unis. D'une part la prise de pouvoir des Talibans en Afghanistan au mois d'août aura eu comme conséquence directe la demande d'asile politique du stagiaire afghan prévu dans notre promotion. D'autre part l'invasion russe de l'Ukraine en février aura vu, elle, le retour anticipé de l'officier ukrainien de notre promotion pour défendre son pays.

Le parrainage des officiers internationaux par l'association « Frères d'armes » s'avère donc toujours être d'une importance capitale pour donner un appui précieux et pour faciliter l'intégration des stagiaires durant leur séjour en France. De même, le soutien moral des parrains et des membres de l'association reste essentiel pour tous les stagiaires. Même si les événements de rencontres et de réceptions qui facilitent les contacts entre parrains et stagiaires n'ont pas été directement au rendez-vous et n'ont pu arriver qu'en fin d'année, les parrains et marraines ont su mettre tout en œuvre afin de créer des liens et de les entretenir dans un cadre d'amitié et de fraternité.

Au regard des événements ayant touchés certains stagiaires internationaux, l'association a, comme à son habitude, apporté son aide matérielle et morale plus qu'appréciable aux stagiaires internationaux concernés. Cette main tendue d'une valeur inestimable ne peut que nous réjouir et témoigne encore une fois, de l'attention particulière que porte l'association à notre égard.

Dès le début de l'arrivée des officiers-stagiaires du SILF (Stage Intensif en Langue Française), ceux-ci ont été épaulés par l'association qui a organisé des visites culturelles dans Paris ainsi que des sorties d'immersion afin de garantir une intégration optimale. Des visites culturelles ont également été organisées au profit des conjointes, de sorte que tous les grands sites parisiens ont ainsi pu être découverts par les stagiaires mais aussi par leur famille.

Cette ouverture culturelle a ensuite été complétée par les activités programmées dans le cadre de la formation de l'Ecole Guerre car cette formation est parsemée de moments permettant de découvrir la richesse du patrimoine parisien et français. Des visites telles que celles du musée de l'Armée aux Invalides, du musée de l'Air de l'Espace ou encore du Musée du Service de Santé, nous ont plongé dans l'histoire des conflits sous des angles divers de l'histoire et de la tradition militaire française. D'autres visites comme celle de l'Assemblée nationale ou celle du Sénat nous permettent de compléter les informations reçues sur le fonctionnement des Institutions françaises.

Au-delà de ces visites culturelles, c'est bien la formation interarmées qui est venue grandement enrichir notre culture générale militaire. Les conférences, les travaux dirigés en groupe interarmées et l'enseignement sur les méthodes et les concepts de l'art opératif militaire sont planifiées pour approfondir nos connaissances en tant que chefs militaires. Mais ce sont aussi des occasions privilégiées nous permettant d'échanger et de partager nos expériences personnelles. Nous terminons donc cette année avec une plus grande compréhension du monde et une meilleure appréhension des enjeux géopolitiques et stratégiques de la planète. Nous avons également acquis une certaine maîtrise de l'organisation du commandement des opérations interarmées et interalliées. Et nous avons enfin pu parfaire nos connaissances des armées françaises ainsi que celles des nations qui composaient notre groupe d'officiers internationaux !

Mais surtout, c'est cette grande diversité culturelle que nous avons tous habilement su mettre à profit entre nous et avec nos camarades français qui a fait la richesse de notre promotion ! Grâce aux embarquements organisés par ces camarades français, à notre soirée internationale que nous avons remis au goût du jour, et à toutes les autres activités où nous nous sommes retrouvés ensemble, nous regagnerons nos armées respectives avec de nouveaux liens d'amitiés et de solidarité qui perdureront certainement tout au long de nos carrières et que nous ne manquerons certainement pas d'entretenir à l'avenir.

La politique de défense de la france

Discours du président de la République M. Emmanuel Macron
devant le Parlement européen, 9 janvier 2022

Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la République, sur la lutte contre le terrorisme au Sahel et le retrait militaire du Mali de la France et des États participants à la task force Takuba , à Paris le 17 février 2022.

Discours de M. Sébastien Lecornu, ministre des Armées,
au dialogue de Shangri-La à Singapour, 11 juin 2022

Discours Discours du Général d'armée Thierry Burkhard
Chef d'état-major des armées sur l'Ukraine, 22 avril 2022

Allocution du Général d'armée Thierry Burkhard Chef
d'état-major des armées devant la 29^{ème} promotion
de l'École de Guerre, 14 octobre 2021



Monsieur Emmanuel MACRON
est le neuvième Président de la
V^{ème} République française.



9 janvier 2022 - Discours du la République devant le Parlement européen

Madame la Présidente,

Mesdames Messieurs les vice-présidentes et vice-présidents de la Commission,

Mesdames Messieurs les commissaires,

Mesdames et Messieurs les présidentes et présidents,

Mesdames et Messieurs les parlementaires européens,

Madame la Présidente, permettez-moi d'abord de vous féliciter pour votre élection. Vous l'avez dit, nous avons tous ce matin une pensée pour votre prédécesseur, David SASSOLI qui, comme vous tous, croyait en notre Europe. Cette Europe portée par des valeurs qui nous tiennent et nous unissent, cette Europe bâtie sur un modèle unique au monde d'équilibre entre liberté et solidarité, tradition et progrès. En cette civilisation à part, sédimentée dans le temps long des siècles et cette construction inédite depuis 70 ans, qui a mis fin aux guerres civiles incessantes de notre continent et dont ce Parlement qui exprime ici à Strasbourg, la volonté de notre peuple rassemblé, est l'incarnation. Cette Europe qui a tenu fermement la barre durant la pandémie, qu'il s'agisse des vaccins comme de la relance économique. Et je suis extrêmement heureux et honoré aujourd'hui de m'exprimer devant vous en ce début de présidence française.

Je voudrais simplement partager quelques convictions avec vous, je ne vais pas balayer tous les sujets. Je pense que nous y reviendrons dans les questions. Mais je voudrais partager, au fond, quelques convictions essentielles qui nourrissent notre agenda commun et notre action commune. Cette Europe dont je viens de parler, notre construction européenne, repose sur trois grandes promesses.

Une promesse de démocratie qui est née sur notre continent, qui a été réinventée, refondée sur notre continent et revivifiée ces 70 dernières années. Une promesse de progrès, partagée par tous et une promesse de paix. Elle a tenu ses promesses durant sept décennies. Mais le moment que nous vivons, par le retour du tragique de l'histoire et de quelques évidences géographiques, l'ébranlement actuel que nous vivons vient bousculer ces trois promesses. Je pense que le défi qui est



Je veux ici vous dire que la présidence française sera une présidence de promotion des valeurs qui nous font et qui, à force d'être considérées comme des acquis ont peut-être fini ces dernières années, par se fragiliser. Nous sommes cette génération qui redécouvre la précarité de l'État de droit et des valeurs démocratiques.

D'abord, la démocratie libérale au sens politique du terme. Ces dernières années, on disait ce régime - que l'Europe a inventé - devenu fatigué, incapable de faire face aux grands défis du siècle. Cependant, je veux ici dire combien ces derniers mois l'ont montré, la gestion de la pandémie par les démocraties, avec du débat parlementaire, avec une presse libre, avec des systèmes de recherche et des systèmes académiques libres et ouverts, a conduit à des décisions beaucoup plus protectrices des vies

Le visage entouré des étoiles de la bannière européenne : la consécration pour l'eurodéputée maltaise, Roberta Metsola, élue le 18 janvier 2022 présidente du Parlement européen à Strasbourg (France). Elle devient la 3ème femme à occuper ce poste après Simone Veil et Nicole Fontaine.
AP Photo/Jean-Francois Badias

le nôtre est de tâcher d'y répondre. Pas simplement d'ailleurs dans les mois qui viennent, mais, au fond, la tâche qui est la nôtre et sans doute celle de notre génération est de répondre en profondeur à la refondation de ces promesses. Promesses de démocratie, disais-je, et au fond, c'est notre singularité d'Européens.

et des économies que celles des régimes autoritaires. Nous avons *in concreto*, tous ensemble, démontré l'inverse d'une idée reçue qui était en train de s'installer. C'est pourquoi nous serons au rendez-vous du combat pour la démocratie libérale.

Combat pour défendre nos processus électoraux des tentatives d'ingérence étrangère,

combat pour continuer de faire progresser la souveraineté des peuples. À cet égard, nous aurons des travaux qui, d'ici au printemps, continueront de progresser dans le cadre de la conférence sur l'avenir de l'Europe. Et, si elle en fait la recommandation, la présidence française portera avec l'Allemagne – l'accord de coalition a été très clair sur ces termes – le droit d'initiative législative pour votre Parlement.

Combat pour l'État de droit, pour cette idée simple qu'il y ait des droits universels de l'Homme qui doivent être protégés des fièvres de l'histoire et de leurs dirigeants. Des voix s'élèvent aujourd'hui pour revenir sur nos grands textes fondamentaux qui ont pourtant été décidés souverainement par les États membres lors de leur adhésion. Mais revenir sur quoi ? Sur l'égalité des Hommes en dignité et en droit ? Sur le droit pour chacun à disposer d'un procès équitable par une justice indépendante ? Et s'installe comme une idée au fond que pour être plus efficace il faudrait revenir sur l'État de droit, confondant le changement légitime de tout gouvernement élu de changer l'Etat du droit, mais considérant que nous tous avons à nous inscrire dans cet Etat de droit qui est existentiel de notre Europe, dont les principes ont été bâtis par notre histoire et sont le fruit de nos engagements communs. La fin de l'État de droit, c'est le règne de l'arbitraire. La fin de l'État de droit, c'est le signe du retour aux régimes autoritaires, au bégaiement de notre histoire. Oui, derrière tout cela, il y a un combat idéologique. Ce combat est d'ailleurs porté par plusieurs puissances autoritaires à nos frontières et il revient chez plusieurs de nos pays. Nous voyons cette révolution à l'œuvre qui vient saper les fondements mêmes de notre histoire. Là où la tolérance et la civilité étaient au fond au cœur du processus de civilisation qui est le nôtre, revient une idée qui renaît

au sein de nos peuples. Nous ferons donc tout pour œuvrer en ce sens et pour que, par le dialogue toujours, mais sans faiblesse, nous puissions défendre dans toutes les situations connues la force de cet État de droit. Je le dis, dans le dialogue. Parce qu'il ne s'agit pas de laisser s'installer l'idée que l'État de droit serait au fond une invention de Bruxelles dont le seul dépositaire serait Bruxelles, qui est un discours que nous entendons naître dans certaines capitales.



Non, c'est le fruit de nos histoires à tous, le combat même de révolutions pour se libérer du joug des totalitarismes durant le siècle passé. L'État de droit est notre trésor. Et il s'agit partout de reconvaincre les peuples qui s'en sont éloignés. Il s'agit partout, avec beaucoup de respect et d'esprit de dialogue, de venir convaincre à nouveau. Parler de cette singularité démocratique européenne, c'est évidemment donner aussi une force à ce nouveau combat.



Dans cet esprit, je souhaite que l'on consolide nos valeurs d'Européens qui font notre unité, notre fierté et notre force. Vingt ans après la proclamation de notre Charte des droits fondamentaux, qui a notamment consacré l'abolition de la peine de mort partout dans l'Union, je souhaite que nous puissions actualiser cette charte, notamment pour être plus explicites sur la protection de l'environnement ou la reconnaissance du droit à l'avortement. Ouvrons ce débat librement avec nos concitoyens de grande conscience européenne, pour donner un nouveau souffle à notre socle de droits qui forge cette Europe forte de ses valeurs, qui est le seul avenir de notre projet politique commun. Cette singularité que j'évoque, c'est aussi un rapport à la solidarité, unique au monde. Nos sociétés ont ceci de singulier qu'elles ont inventé avec l'État-providence un système de protection pour chacun face aux risques de l'existence. C'est un legs de nos démocraties européennes. Et cette pandémie a montré que la solidarité, loin d'être une faiblesse, est une force incomparable.

C'est la solidarité qui nous a permis depuis deux ans de sauver des vies, de protéger des emplois. C'est la solidarité qui nous a permis de disposer d'un vaccin pour nous,

Européens. C'est l'esprit de solidarité qui nous a conduits, comme Européens, à être les plus ouverts au monde, en termes d'exportations comme de dons. Et je souhaite que cette présidence française puisse, avec vous, poursuivre ce travail. Qu'elle pose des actes forts pour proposer à tous des emplois de qualité qualifiés, mieux rémunérés avec des salaires minimums décents pour tous. Pour réduire les inégalités salariales entre femmes et hommes, pour créer de nouveaux droits pour les travailleurs des plateformes numériques, pour introduire des quotas de femmes dans les Conseils d'administration des entreprises, pour lutter contre toutes les discriminations. Les progrès que je viens d'évoquer ne sont pas simplement des mots ou des promesses. Ce sont des textes qui arriveront dans les prochaines semaines entre nos mains, collectivement, et que je souhaite que nous puissions faire aboutir concrètement durant ce semestre. Nous en avons les moyens. Faisons-le.

Ce qui nous tient ensemble est la singularité de cette promesse démocratique européenne, c'est aussi celle d'une culture à part, au fond d'un art d'être au monde – oserais-je dire. Qu'est-ce qu'être Européen ? C'est ressentir une égale émotion devant nos trésors, le

fruit de notre patrimoine et de notre histoire, la colline de la Pnyx jusqu'aux bulbes dorées de Cracovie, c'est vibrer de la même manière à l'esprit romantique, aux œuvres de Chopin comme aux textes de Pessoa. C'est aussi ensemble avoir une civilité, une manière d'être au monde, de nos cafés à nos musées, qui est incomparable. Cet art d'être au monde européen fait partie de notre singularité avec tant de différences. Mais nous sommes de la Grèce antique à l'Empire romain, du christianisme à la Renaissance et aux Lumières, les héritiers d'une façon

singulière d'envisager l'aventure humaine. Je souhaite à cet égard que nous puissions continuer ensemble de promouvoir cette civilisation européenne faite d'universalisme, de culture respectée, et d'un projet commun respectueux des singularités et des identités de chacun. C'est pourquoi

nous avons proposé de rassembler nos meilleurs historiens, nos plus grands intellectuels, pour précisément bâtir ensemble le legs de cette histoire commune d'où nous venons. Voilà le premier axe à mes yeux pour tenir cette promesse démocratique, et je ne reviendrai pas sur tous les autres sujets que nous aurons à cet égard à travailler ensemble dans les six mois à venir : faire de l'Europe une puissance démocratique, culturelle et éducative fière d'elle-même pour relever ce défi.

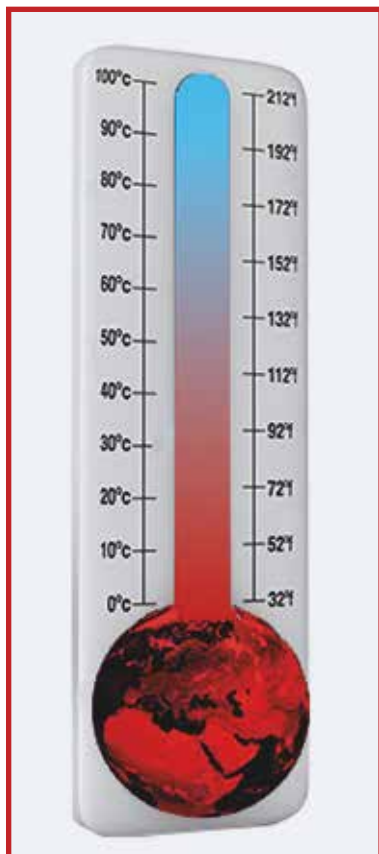
La deuxième promesse que j'évoquais, c'est la promesse de progrès. L'Europe ne s'est jamais pensée dans la seule préservation, dans le confort du statu quo. Nous nous sommes bâtis dans une volonté de construire la croissance économique, un modèle

d'avenir, avec la possibilité offerte à nos classes populaires et nos classes moyennes de pouvoir tirer tous les bénéfices de ce progrès. Ces dernières années ont fragilisé cette promesse. Les inégalités croissantes, la désindustrialisation, les nouveaux défis aussi que sont en particulier le défi climatique et numérique, sont venus plonger le doute sur notre continent. Et le défi qui est le nôtre est donc de bâtir un modèle original face aux grands défis du siècle. Un modèle d'avenir qui nous permet à nouveau de tenir cette promesse de progrès.



Le climat est le premier de ces défis. L'Europe est le lieu où, à Paris, en 2015, s'est levée une conscience climatique universelle. Elle est le continent qui, avec l'objectif de neutralité carbone en 2050, s'est donnée le premier les objectifs les plus ambitieux de la planète.

Désormais, nous avons à passer de l'intention aux actes. Transformer nos industries, investir dans les technologies du futur, qu'il s'agisse des batteries ou de l'hydrogène, c'est l'ambition même du pacte. La Commission a fait des propositions fortes et nous aurons maintenant à mettre en œuvre ensemble, dans les prochaines semaines, nombre d'entre elles. Inciter tous les acteurs chez nous et partout dans le monde à répondre à l'exigence écologique. C'est le sens même en particulier du mécanisme d'ajustement carbone aux frontières que nous attendons depuis des années. C'est le sens aussi des mesures miroirs dans les accords commerciaux que nous défendons. C'est le sens également de la négociation pour adopter la première loi au monde contre la déforestation importée. Durant les prochaines semaines,



nous aurons des décisions importantes à prendre, entre autres, sur ces quelques sujets essentiels dans notre stratégie. Nous aurons à les déployer au niveau national, nous aurons également à porter nos objectifs et la réconciliation de nos objectifs en matière de lutte pour la biodiversité et contre le réchauffement

et le dérèglement climatique. À ce titre, nous aurons au mois de février un important sommet pour les océans où plusieurs pays membres, la Commission et plusieurs d'entre nous auront une stratégie importante à présenter, car nous sommes une grande puissance maritime et nous avons là aussi, en matière de biodiversité, un agenda à défendre.

Le second défi du siècle, c'est celui de la révolution numérique. Ce n'est pas nous, Européens qui croyons plus que tout en la diffusion du savoir, nous qui avons inventé la figure d'un honnête homme abreuvé d'humanité, qui allons rejeter ce mouvement extraordinaire. Mais le défi qui est le nôtre est double. Le premier : bâtir un véritable marché unique du numérique permettant de créer des champions européens. C'est un investissement dans des technologies nouvelles, c'est un investissement dans des secteurs nouveaux, comme la Commission

l'a proposé à plusieurs reprises. C'est la consolidation d'une Europe sachant financer ses champions et une Europe aussi qui sait simplifier son droit pour bâtir un véritable marché unique, c'est-à-dire un marché domestique à taille de géants. Et dans le même temps, c'est une Europe qui sait encadrer les acteurs du numérique pour précisément préserver cet esprit des Lumières, c'est-à-dire protéger nos droits, nos libertés, le respect de nos vies privées. Lutter contre les discours de haine et de division. C'est pourquoi avec vous, parlementaires, nous aurons des textes importants là aussi à parachever, des textes sur les services numériques sur lequel vous vous prononcerez demain. Et les prochains mois peuvent être ceux de l'émergence d'un modèle numérique européen qui, tout à la fois, organise une concurrence loyale entre les acteurs et lutte contre la tendance des plateformes à tuer l'innovation, comme il protège les citoyens. Les deux grands textes, entre autres, que nous aurons à bâtir sont ceux qui nous permettront de protéger économiquement les acteurs du numérique et les autres, face à ces champions quelquefois déloyaux, mais à protéger aussi nos citoyens. Et le débat démocratique de manipulation, de discours, de haine sans responsables à la fin, contre lesquels nous devons mettre en place ces régulations nouvelles.

Le troisième défi, c'est évidemment celui de nos sécurités. Cette promesse de progrès, d'avenir, ne vaut que si, face aux désordres géopolitiques, à la menace terroriste, aux attaques cyber, à l'immigration irrégulière, à ces grands temps de bouleversements, nous savons apporter une réponse. Et face à ce retour du tragique dans l'histoire, l'Europe doit s'armer, non pas par défiance vis-à-vis des autres puissances, non, mais pour assurer son indépendance dans ce monde de violence, pour ne pas subir le choix des autres, pour être libre.

D'abord, pour retrouver la maîtrise des frontières et de notre espace. Nous avons beaucoup progressé avec le renforcement en cours de Frontex et la présidence française portera une réforme de l'espace Schengen qui est la condition du respect de sa promesse originelle d'un espace de libre circulation. Protéger nos frontières extérieures, y compris en élaborant une force intergouvernementale d'intervention rapide. Acter d'un accueil partagé solidaire entre les États membres, comme nous l'avons fait entre 2018 et 2021. Bâtir des partenariats avec les pays d'origine et de transit pour lutter contre les réseaux de passeurs et rendre efficace notre politique de retour. Construire au fond une politique plus efficace, mais respectueuse de nos principes pour lutter contre l'immigration irrégulière.



En matière de défense, enfin, nous ne pouvons pas nous satisfaire d'être en réaction aux crises internationales. Il nous faut une puissance d'anticipation qui organise la sécurité de notre environnement. Des avancées considérables, inédites dans notre histoire, ont eu lieu ces dernières années. Durant ce semestre, nous aurons à acter de plusieurs progrès considérables avec l'adoption de la Boussole stratégique lancée sous la présidence allemande, avec la définition de notre doctrine de sécurité propre, en complémentarité avec l'OTAN, avec aussi une véritable stratégie en matière d'industrie, de défense et d'indépendance technologique sans laquelle cette Europe de la défense n'a pas de sens, ni de réalité. Vous l'avez compris au travers

de cet agenda, c'est de retrouver ensemble une Europe puissance d'avenir, c'est-à-dire une Europe apte à répondre aux défis climatique, technologique, numérique mais aussi géopolitique. Une Europe indépendante en ce qu'elle se donne encore les moyens, de décider pour elle-même de son avenir, et de ne pas dépendre des choix des autres grandes puissances.

Enfin, j'évoquais la promesse de paix. Notre Europe aujourd'hui est confrontée à une escalade des tensions, en particulier dans notre voisinage, à un dérèglement du monde, à un retour je disais tout à l'heure, du tragique, de la guerre. Or, notre modèle, qui déborde nos frontières et cultive dans la tradition de nos pères fondateurs, une vocation universelle, a aujourd'hui une responsabilité qui est de repenser quelques-unes de ses politiques de voisinage, et de repenser cette place dans le monde pour bâtir une véritable puissance d'équilibre. Car je crois que c'est la vocation de notre Europe.

L'Europe a ainsi le devoir de proposer une nouvelle alliance au continent africain. Les destins des deux rives de la Méditerranée sont liés, et nous ne pouvons d'ailleurs décemment aborder le sujet des migrations sans en traiter les causes profondes, et évoquer le destin commun avec le continent africain. C'est en Afrique que se joue une partie du bouleversement du monde, une partie de l'avenir de ce continent et de sa jeunesse, mais aussi de notre avenir.

En lien avec Charles MICHEL et Ursula VON DER LEYEN, nous avons ainsi souhaité tenir un sommet au mois de février, afin de refonder notre partenariat avec le continent africain. Nous aiderons ainsi nos amis africains face à la pandémie. 700 millions de doses auront été distribuées d'ici juin 2022. Mais nous devons franchir dans les mois à venir une nouvelle étape, réinventer une nouvelle alliance avec le continent.



D'abord à travers un *New Deal* économique et financier avec l'Afrique, qui doit s'appuyer sur ce que nous avons construit au mois de mai dernier – l'Europe ayant proposé, défendu et acté une émission de tirages spéciaux au FMI, et la réallocation de nos droits – avec des propositions d'investissement très concrètes. Deuxièmement, avec un agenda en matière d'éducation, de santé, de climat pour le développement du continent et l'espoir de la jeunesse africaine. Troisièmement, avec un agenda de sécurité par le soutien européen aux États africains confrontés à la montée du terrorisme,

comme nous avons su le faire ensemble au Sahel. Enfin, en luttant contre l'immigration illégale et les réseaux de passeurs pour mieux favoriser les circulations liées aux alliances culturelles, académiques et économiques.

Deuxièmement, l'Europe ne peut pas se détourner plus longtemps des Balkans occidentaux. Les Balkans occidentaux sont, par leur géographie comme par l'histoire, par la part de tragique comme par la promesse d'avenir qu'ils charrient, au cœur du continent européen. Ils portent des cicatrices qui nous rappellent tout à la fois la précarité de la paix et la force de notre union. C'est pourquoi, nous avons aujourd'hui vocation là aussi, à savoir repenser notre relation avec les pays des Balkans occidentaux et leur donner de manière plus claire, lisible, volontariste, des perspectives sincères d'adhésion. Pas d'adhésion « contre », pour repousser les tentatives de déstabilisation étrangères des

temps présents. Une adhésion « pour », avec une adhésion de projet qui s'inscrit dans un temps raisonnable.

Nous avons modernisé la procédure de négociation ces derniers mois. Mais nous savons aussi très concrètement que ce n'est pas l'Europe actuelle, avec ses règles de fonctionnement, qui peut devenir une Europe à 31, 32 ou 33, ce n'est pas vrai, nous nous mentirions à nous-mêmes. Nous avons donc dans le cadre de la conférence et des résultats du mois de mai prochain, à repenser nos règles en profondeur pour les rendre plus claires, plus lisibles, pour pouvoir



Un détachement de l'Eurocorps devant le Parlement européen.

décider plus vite et plus fort. Mais aussi politiquement à être sincère sur le cadre de cette Europe où les Balkans occidentaux ont leur place. Il nous faut donc réinventer à la fois les règles de fonctionnement et la géographie de notre Europe. C'est pourquoi la Conférence sur l'avenir de l'Europe devra être suivie d'une conférence sur les Balkans occidentaux, organisée juste après, qui sera l'occasion d'aborder ce sujet crucial.

Troisièmement, l'Europe et le Royaume-Uni doivent aussi retrouver le chemin de la confiance. Je ne ferai pas – compte tenu du temps qui m'est imparti, je veux conclure dans un instant – plus long sur ce sujet. Rien ne remettra en cause le lien d'amitié qui nous lie au peuple britannique. Notre compagnonnage dans la défense de la démocratie libérale, de la liberté, du progrès économique et social est trop ancré, trop ancien. Mais suivre ce cheminement commun après le Brexit, suppose du gouvernement britannique qu'il s'engage de bonne foi dans le respect des accords conclus avec notre union et que nous fassions respecter avec clarté les engagements pris. Qu'il s'agisse de la mise en œuvre du protocole sur l'Ir-

lande du Nord ou de droits de nos pêcheurs, comme il s'agira d'ailleurs d'immanquables sujets de discussions à venir ; soyons fermes et clairs, pour que les engagements pris soient tenus. C'est la condition pour pouvoir rester amis.

L'Europe doit enfin construire un ordre de sécurité collective sur notre continent. La sécurité de notre continent nécessite un réarmement stratégique de notre Europe comme puissance de paix et d'équilibre, en particulier dans le dialogue avec la Russie. Ce dialogue, je le défends depuis plusieurs années. Il n'est pas une option parce que tout à la fois, notre histoire et notre géographie sont têtues. A la fois pour nous-mêmes comme pour la Russie, pour la sécurité dans notre continent qui est indivisible, nous avons besoin de ce dialogue. Nous devons, nous, Européens, poser collectivement nos propres exigences et nous mettre en mesure de les faire respecter. Un dialogue franc, exigeant face aux déstabilisations, aux ingérences, aux manipulations.



Ce qu'il nous faut bâtir, c'est un ordre européen fondé sur des principes et des règles auxquelles nous sommes rangés et que nous avons acté non pas contre, ni sans, mais avec la Russie, il y a maintenant 30 ans, et que je veux ici rappeler. Le rejet du recours à la force, à la menace, à la coercition, le choix libre pour les Etats de participer aux organisations, aux alliances, aux arrangements de sécurité de leur choix, l'inviolabilité des frontières, l'intégrité territoriale des Etats, le rejet des sphères d'influence. Ce dont je parle, ce sont les principes que nous, Européens, et la Russie, avons signés il y a 30 ans. À nous, Européens, de défendre ces principes et ces droits inhérents à la souveraineté des États. À nous d'en réaffirmer la valeur et d'en sanctionner efficacement la violation. La souveraineté est une liberté. Elle est au cœur de notre projet européen. Elle est aussi une réponse aux déstabilisations à l'œuvre sur notre continent. C'est pourquoi nous continuerons avec l'Allemagne dans le cadre du format Normandie, à rechercher une solution politique au conflit en Ukraine, qui reste le fait générateur des tensions actuelles. Et votre soutien collectif est nécessaire pour appuyer nos efforts.

C'est pourquoi aussi, nous veillerons à ce que l'Europe fasse entendre sa voix unique et forte sur la question des armements stratégiques, de la maîtrise des arme-

ments conventionnels, de la transparence des activités militaires et du respect de la souveraineté de tous les États européens, quelles que soient leurs histoires. Ces prochaines semaines doivent nous conduire à faire aboutir une proposition européenne bâtissant un nouvel ordre de sécurité et de stabilité. Nous devons le construire entre Européens, puis le partager avec nos alliés



dans le cadre de l'OTAN. Et ensuite, le proposer à la négociation à la Russie.

Mesdames et Messieurs les députés, je suis né en 1977 et ma jeunesse fut celle de l'évidence européenne. Sur les terres ensanglantées du nord de la France sur lesquelles j'ai grandi, l'Europe était, la paix, comme une évidence intangible. J'ai vécu, ensuite, comme beaucoup d'entre vous ici, le grand doute européen. Le référendum de 2005, l'accusation technocratique, le risque de dislocation face à la crise des dettes souveraines. Nos générations ont aujourd'hui à refonder notre Europe pour faire face à ses

promesses de démocratie, de progrès et de paix. Nous avons collectivement les moyens de faire de notre Europe une puissance démocratique, culturelle et éducative, une puissance d'avenir, une puissance d'équilibre. Pour ce faire, nous aurons nombre de textes essentiels dans les semaines et mois qui viennent et je compte sur le travail étroit, harmonieux avec le Parlement européen compte tenu de tous ces textes, et des ambitions partagées.

Tous ensemble, face à la tyrannie de l'anecdote et des divisions entre Européens, nous avons à retrouver le sens de l'unité, le goût du temps long au fond la nécessité de l'audace. Le sens de ce que Robert Schuman appelait « les efforts créateurs ». Ni invective, ni les divisions, ni les interdictions, ni les facilités. Ces efforts créateurs ont fait notre Europe. Ce qui veut dire que ni les politiques d'hier ou d'avant la crise, ni les formats d'hier ou d'avant la crise, ni les réflexes passés, ni le retour au nationalisme, ni la dissolution de nos identités ne seront les réponses à ce monde qui advient. Mais notre capacité à inventer un rêve possible, à le rendre tangible, à le faire réalité, à le rendre utile à nos concitoyens, est la clé de notre succès. Nous en avons la force, nous en avons les moyens. C'est pour cela que j'ai confiance en nous.

Je vous remercie.



Déclaration de M. Emmanuel Macron, Président de la République, sur la lutte contre le terrorisme au Sahel et le retrait militaire du Mali de la France et des États participants à la task force Takuba

Paris, le 17 février 2022.

Monsieur le Président de la République du Sénégal,

Monsieur le Président de la République du Ghana,

Monsieur le Président du Conseil européen,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs,

Merci d'être là.

Nous nous retrouvons donc dans quelques heures à Bruxelles pour le sommet entre l'Union africaine et l'Union européenne mais, nous avons réuni, hier soir à Paris, l'ensemble des partenaires africains, européens, canadien, impliqués à nos côtés dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Cette concertation a été précédée par d'intenses échanges depuis plusieurs mois, tant au niveau politique qu'opérationnel. Et, elle a débouché sur des décisions importantes qui sont retranscrites dans un communiqué conjoint sorti il y a quelques minutes mais dont je souhaite ici aussi vous rendre compte.

À l'heure où d'autres menaces stratégiques pèsent sur la sécurité du continent européen et mobilisent à juste titre nos attentions diplomatiques, il était tout d'abord important d'adresser un message de continuité sur notre engagement dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. L'Europe est un partenaire de confiance, qui s'engage dans la durée aux côtés de ses alliés pour face à des menaces qui s'inscrivent dans un temps long et elle est aux cotés de la CEDEAO, de l'Union africaine, du G5 Sahel.

La menace à laquelle les pays du Sahel et de la région sont confrontés a un nom, Al Qaida et Daech. Ces deux organisations terroristes ont choisi de faire de l'Afrique, et du Sahel en particulier – maintenant de manière croissante du Golfe de Guinée – une priorité de leur stratégie d'expansion. Elles investissent et instrumentalisent pour cela des causes locales pour mieux poursuivre un agenda global et régional.

Cela justifie que nous restions engagés dans la durée dans cette région et nous sommes bien placés, ayant affronté ces organisations sur notre propre territoire et dans d'autres géographies, pour savoir que cela implique de la constance et de la ténacité. Depuis 2013, et la décision courageuse du Président François Hollande d'intervenir au Mali,



à la demande des autorités maliennes et des autorités de la région, la France a joué un rôle fédérateur de cette mobilisation internationale en faveur du Sahel où ce sont désormais près de 25 000 hommes qui sont déployés au titre des différentes missions internationales.

Les décisions que nous avons prises au sommet de Pau en janvier 2020 puis à N'Djamena en février 2021 ont permis d'amplifier encore cette dynamique et d'agir désormais dans le cadre d'une coalition pour le Sahel. Nous continuerons, c'est ce que j'ai dit hier à mes interlocuteurs, à assurer ce rôle fédérateur et, là où une dimension militaire est nécessaire, le rôle de nation cadre. Au-delà du maintien de notre engagement, ces échanges ont aussi dégagé un consensus pour faire évoluer les modalités de notre action au Sahel, ceci dans quatre directions.

La première, en impliquant et en appuyant davantage les pays voisins de la bande sahélienne, à savoir les pays du Golfe de Guinée. Comme l'ont démontré les attaques menées il y a quelques jours dans le nord du Bénin, ces États sont de plus en plus exposés à des tentatives d'implantation des groupes terroristes sur leur territoire.





de Daech. Elles ne peuvent pas pour autant être réduites à un rôle de victimes.

Elles sont aussi le premier rempart contre ces groupes, à condition que, par un « sursaut civil », nous soyons davantage à leurs côtés, pas seulement par le prisme trop étroit de la sécurité.

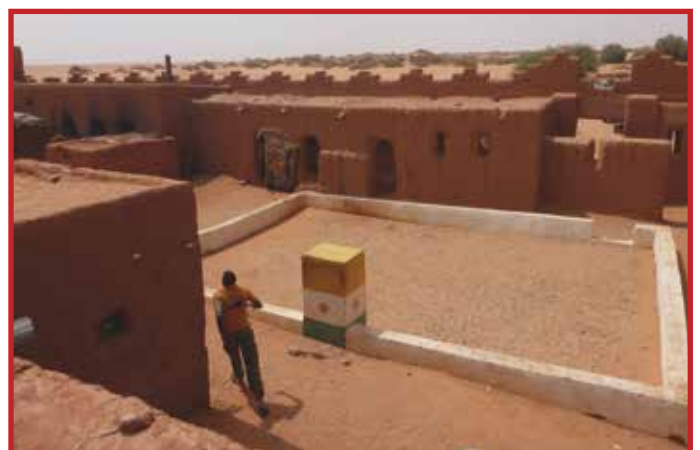
L'Alliance pour le Sahel, lancée en 2017, a justement pour objectif d'appuyer les populations mais aussi, sans s'y substituer, les volontés locales. Elle réunit à ce jour

plus de 25 partenaires, dont bientôt les États-Unis, 22 milliards d'engagements financiers ont été pris dans ce cadre et plusieurs milliers de projets.

Si le G5 Sahel demeure une enceinte incontournable pour coordonner les efforts à l'échelle de la bande sahélienne, l'initiative d'Accra, qui rassemble le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo, le Bénin, doit aussi devenir un cadre de référence. Non pas pour créer de nouvelles structures régionales, mais pour veiller à ce que chaque État fasse sa part des efforts et reçoive des partenaires le soutien bilatéral dont il a besoin. Les groupes terroristes se jouent de la porosité des frontières et une coordination transfrontalière est indispensable pour contrer cette stratégie. C'est tout le sens d'un renforcement de la coordination entre les pays de la région et c'est pourquoi : G5 Sahel, initiative d'Accra, plus largement la CEDEAO et tous les pays qui étaient impliqués, ceux que je viens de citer, ainsi que le Sénégal, sont clefs dans cette lutte contre le terrorisme.

La seconde évolution sur laquelle nous nous sommes accordés est de mettre davantage les populations civiles au coeur de notre stratégie de lutte contre les groupes terroristes. Les populations sahéliennes, sont la première cible des exactions d'Al Qaida et

Je souhaite que cette Alliance, et c'est l'orientation que nous avons collectivement retenue, soit l'outil pour accélérer ce changement de paradigme : déployer d'abord des programmes civils et sociaux, selon les besoins exprimés par les acteurs régionaux, qui viendront prévenir l'expansion des groupes terroristes et consolider les stratégies des autorités nationales. Ce n'est qu'en complément de cet effort préalable qu'une action militaire peut, lorsqu'elle est



nécessaire, produire son efficacité.

Troisième élément en cohérence avec cette orientation : nous nous sommes accordés sur l'impératif de faire évoluer les modalités de notre présence militaire.

Au Sahel comme dans le Golfe de Guinée, les attentes de nos partenaires ont évolué. La sensibilité des opinions publiques des pays de la région a, elle aussi, changé.

Nous devons en tirer les conséquences et accélérer la transformation que nous avons engagée au sommet de Pau, en janvier 2020, puis accélérée, il y a un an, à l'issue du sommet de N'Djamena. Notre empreinte doit se réduire, comme nous

l'avons fait au nord du Mali en fermant trois de nos emprises à Kidal, Tessalit et Tombouctou. Il s'agit de nous recentrer, sur demande de nos partenaires, là où notre contribution est attendue, toujours en soutien et encore davantage intégrée, comme nous le sommes au Niger, avec les forces armées de la région.



Nous définirons, dans les semaines et mois qui viennent, l'appui que nous apporterons à chacun des pays de la région, sur la base des besoins qu'ils auront exprimés. Cet appui pourra inclure de l'aide en matière de formation et d'entraînement, de la fourniture d'équipement, voire un appui à leurs opérations contre le terrorisme.

Enfin, et c'est le quatrième axe, nous nous sommes rejoints sur une évidence : nous ne pouvons pas rester engagés militairement au côté d'autorités de fait dont nous ne

partageons ni la stratégie, ni les objectifs cachés. C'est la situation à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui au Mali.

La lutte contre le terrorisme ne peut pas tout justifier. Elle ne doit pas, sous prétexte d'être une priorité absolue, se transformer en exercice de conservation indéfinie du pouvoir. Elle ne peut pas non plus justifier une escalade de la violence par le recours à des mercenaires dont les exactions sont documentées en République Centrafricaine et dont l'exercice de la force n'est encadré par aucune règle ni par aucune convention. Dans ces conditions, la France et ses partenaires engagés dans des missions de lutte

contre le terrorisme, à savoir les États participants à la task force Takuba, ont pris la décision de retirer leur présence militaire au Mali. Ce retrait se traduira par la fermeture des emprises de Gossi, de Menaka et de Gao. Il sera effectué de manière ordonnée avec les forces armées maliennes et avec la mission des Nations unies au Mali. Durant cette période, nous

maintiendrons nos missions de soutien au profit de la MINUSMA.

S'agissant de l'engagement de nos partenaires européens, il sera maintenu et s'intégrera dans la réarticulation de ce dispositif. Avec l'accord des autorités nigériennes, des éléments européens seront repositionnés aux côtés des forces armées nigériennes dans la région frontalière du Mali.

Enfin, notre engagement aux côtés des populations maliennes sera préservé au



travers des programmes de l'Alliance pour le Sahel, sous réserve que ces programmes ne puissent être détournés pour financer des activités de mercenaire ou le terrorisme lui-même.

Au final, au travers de ces évolutions, nous accélérons un mouvement collectif qui avait déjà été amorcé au sommet de Pau puis à N'Djamena.

Le modèle d'intervention que nous avons bâti et mené depuis 2013 a permis d'obtenir des résultats considérables. La France et ses partenaires ont infligé à Al Qaida et Daech des défaites qui ont changé la nature et la capacité de projection de ces deux organisations. Ces résultats ont été obtenus dans le cadre d'une fraternité d'armes nouée dans la libération de la France et cinquante ans plus tard dans la libération du Mali. La France n'en oublie aucun épisode. Elle n'oublie aucun de ses 53 soldats, aucun de ses blessés et de leurs familles qui se sont sacrifiés pour cette cause et pour nos deux pays, et en m'adressant à vous ce matin, j'ai une pensée pour l'ensemble de nos soldats tombés au Sahel ; pour la liberté ; pour l'ensemble de nos blessés et pour leurs familles. De même que j'ai une pensée pour les six Français qui ont perdu la vie au Niger en

août 2020 fauchés, avec leurs accompagnateurs nigériens, alors qu'ils étaient venus s'engager, avec l'organisation Acted.

Au moment où nos adversaires se réinventent et modifient leurs stratégies, l'erreur aurait été de demeurer statique ou de nous égarer dans des combats qui ne relèvent pas de la lutte contre les organisations terroristes.

Nous jetons là les bases d'un engagement renouvelé qui permettra aux Européens et à la France de continuer à jouer leur rôle d'appui, de soutien, d'entraînement, en un mot, de partenaire.

C'est ce modèle de partenariat, respectueux, équilibré, que nous allons consacrer et étendre à d'autres domaines dans le cadre du sommet Union africaine / Union européenne qui s'ouvrira dans quelques heures à Bruxelles.

Je vais maintenant céder la parole au Président Macky SALL, président en exercice aussi, de l'Union africaine.

Je vous remercie et suis disponible pour vos questions.

Monsieur Sébastien Lecornu

Ministre des Armées



Discours de Sébastien Lecornu, ministre des Armées, au dialogue de Shangri-La à Singapour (11 juin 2022)

Le ministre Français des Armées Sébastien Lecornu a assisté ce week-end au Shangri La Dialogue, l'incontournable forum sur la sécurité en Asie. Il y prenait la parole après l'accord survenu entre la France et l'Australie pour solder le contrat rompu des sous marins passé par Canberra à Naval Group, puis abandonné au profit des Américains. Le groupe industriel français recevra 550 millions d'euros de dédommagements. Le ministre expose la vision française de l'Indopacifique et réitère l'attachement de la France à la «centralité» de l'Asean.

« Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et messieurs,

Je suis heureux d'être avec vous ce matin. Je tiens à remercier l'Institut international des études stratégiques pour l'organisation de ce forum essentiel, et Singapour un acteur central de l'Indopacifique et un partenaire stratégique pour la France. Je salue mes collègues indonésien et japonais avec qui je suis heureux d'échanger aujourd'hui.

Cette plateforme de dialogue est plus nécessaire que jamais. Notre environnement stratégique est chaque jour davantage contraint et polarisé dans une période où nous avons pourtant besoin de coopération et de cohésion.

La France est une nation résidente de l'Indopacifique. Cela signifie que notre engagement dans cette vaste région fait partie des éléments intangibles de notre souveraineté et de notre politique de sécurité et de défense. Pour le dire simplement, vos enjeux sont les nôtres.

C'est la raison évidente de ma présence ici, quelques jours à peine depuis ma prise de fonctions. Et c'est aussi pour cette raison que notre présidence du conseil de l'Union européenne

a été porté avec force des actions concrètes au bénéfice de cette région. Cela passe par des partenariats équilibrés, de confiance et réciproques et recouvre des domaines d'expertise de l'UE tels que la sécurité maritime, la connectivité, la cybersécurité et la lutte contre la désinformation.

Je veux d'abord rappeler une double réalité que l'agression russe contre l'Ukraine a fait ressurgir au grand jour : les menaces contre la sécurité de l'Europe sont une menace pour le reste du monde. Et inversement, les menaces sécuritaires ailleurs dans le monde continuent d'être une priorité pour l'Europe.

À ce titre, l'Indo-pacifique joue un rôle crucial pour le maintien des équilibres fragiles du monde, pour l'économie globale et la sécurité des chaînes d'approvisionnement. La pandémie de coronavirus a contribué à nous en faire prendre

conscience. Préserver ces équilibres est pour nous particulièrement important.

L'invasion de l'Ukraine remet néanmoins au centre de l'attention un défi fondamental pour l'ordre international. Je veux évidemment parler du recours à la force en violation flagrante du droit international. Cela menace directement la sécurité de chacun des États qui, partout sur le globe, construisent sa sécurité sur le fondement du droit et du respect des engagements donnés. Nous refusons que le recours illégal à la force et à la menace devienne une nouvelle norme,

qui plus est lorsque c'est accompagné de visées révisionnistes ou expansionnistes.

Au-delà de ce défi central, nous faisons face à trois principaux enjeux dans les rivalités géopolitiques dans la zone Asie-Pacifique.

D'abord, la compétition entre puissances est de plus en plus protéiforme et se durcit, avec des dimensions économique, technologique mais aussi militaire. La résurgence des tensions en mer de Chine, avec les menaces qu'elles font peser sur l'accès aux espaces communs, le démontre. Je souhaite aussi réaffirmer notre attachement à la paix

et la stabilité dans le détroit de Taïwan, où une crise aurait des conséquences dramatiques pour tous au-delà même de la région. Les stratégies hybrides se développent avec un effet déstabilisateur réel. Elles contribuent à

complexifier la conflictualité où l'on peut passer brutalement de la compétition à la contestation voire à l'affrontement, notamment avec le recours à des moyens civils pour des effets militaires.

Ensuite, les mécanismes de réponse collective sont fragilisés et les enceintes multilatérales souvent contestées. Le recours à l'unilatéralisme et au fait accompli se traduit notamment dans l'accélération de la course aux armements et un risque accru de prolifération des armes de destruction massive. Nous ne pouvons nous y résoudre.





C'est une position française ancienne. Enfin, cette compétition de puissance va de pair avec d'autres défis de sécurité : prédation pour les ressources, notamment halieutiques ; conséquences du bouleversement climatique avec des catastrophes naturelles dévastatrices ; fragilité des chaînes d'approvisionnement. Ces phénomènes, face auxquels la réponse ne peut être que collective, touchent en premier lieu les populations plus fragiles. La France, consciente à travers ses territoires ultramarins des spécificités des territoires insulaires et côtiers, se tiendra aux côtés de tous les pays pour y faire face.

La France vit de manière très directe les conséquences de ces tensions, en tant que nation de l'Indopacifique avec 2 millions de citoyens français vivant à la Réunion, à Mayotte, en Polynésie française, à Wallis-et-Futuna et en Nouvelle Calédonie. Des concitoyens que je connais bien pour avoir été leur ministre des Outre-mer pendant deux années au cours desquelles j'ai œuvré à l'intégration régionale de ces territoires, dans l'intérêt de nos compatriotes et de nos partenaires de la région, au travers des instances existantes comme le forum des îles du Pacifique et la communauté du Pacifique.

Pour répondre à ces enjeux de sécurité, nous avons mis en œuvre une stratégie de défense en Indopacifique, initiée par le

Président Macron en 2018. Régulièrement adaptée aux nouveaux défis depuis, elle vise, au-delà de nos enjeux de souveraineté, à la défense du multilatéralisme, des règles internationales, de la liberté d'accès aux espaces communs, d'une approche collective et inclusive des défis de sécurité y compris environnementaux et climatiques. Cette stratégie s'appuie concrètement sur des moyens militaires permanents et importants déployés dans la zone. Il s'agit naturellement de nos forces de souveraineté françaises qui sont présentes en permanence sur nos territoires ultramarins en Indopacifique et de nos forces de présence à Djibouti et aux Émirats arabes unis qui représentent plus 7 000 militaires. Ces capacités opèrent dans toute la zone Asie Pacifique et bénéficient de nombreux points d'appui que nous avons développé et consolideront avec nos partenaires de la région. Je remercie à ce titre mes collègues ministres ici présents. À titre d'exemple, en 2021, nous avons aussi déployé un sous-marin d'attaque pendant de nombreux mois dans cet espace. Le groupe Amphibie Jeanne d'Arc a opéré jusqu'au Japon. Un dispositif d'avions de combat Rafale partis de France a été projeté en quelques heures jusqu'en Polynésie Française. La France dispose ainsi d'une capacité d'action dans l'ensemble de la zone et travaille à l'interopérabilité de ses forces avec celles de nos partenaires, notamment avec les États-Unis. Elle le fait avec un souci constant du respect de la souveraineté de

chaque État et de développement de partenariats forts avec de nombreux pays que j'ai la chance de voir représentés ici.

Je peux vous assurer que cet engagement des armées françaises se poursuivra demain. Par exemple, cette année une projection de puissance aérienne partira de France pour assurer une mission de souveraineté dans le Pacifique, la mission Pégase 22. Nos forces continueront de remplir leurs différentes missions opérationnelles et de participer aux principaux exercices multilatéraux de la zone. Elles organiseront elles-mêmes des exercices. Elles maintiendront ainsi une présence significative dans la région pour montrer l'attachement de la France à la stabilité de la région Asie-Pacifique.

La France continuera le renforcement et la modernisation de nos capacités avec le déploiement permanent, d'ici 2025, de 6 nouveaux patrouilleurs océaniques en Indopacifique dont deux dès cette année dans le Pacifique, l'un basé en Nouvelle Calédonie, l'autre en Polynésie. Ces patrouilleurs assureront des missions de surveillance et de souveraineté. De la même façon, les 5 Falcon du Pacifique seront remplacés par 5 nouveaux modèles plus modernes.

Cet engagement est coopératif par nature. La stratégie française dans l'Indopacifique n'est dirigée contre aucun État. Elle se décline en pleine association avec les États de la zone. La France contribue à la stabilité de la région en développant des partenariats, avec l'objectif de construire ensemble plus d'autonomie et de développement. Ces

partenariats ne visent pas à alimenter des tensions mais au contraire à faire en sorte que chaque État puisse contribuer à une architecture de sécurité régionale. Puisque nous sommes ici à Singapour, je salue le partenariat ancien en matière de défense et de sécurité que nous avons noué et que nous allons encore renforcer. Il se traduit aujourd'hui par la signature d'un accord de soutien logistique mutuel.

Cet engagement est responsable et collectif par choix. En tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, la France prend sa part dans la lutte contre les

menaces globales, au premier rang desquelles la prolifération.

Elle s'implique dans les négociations sur le nucléaire iranien. Elle participe à la mise en œuvre des sanctions des Nations unies contre la Corée du Nord. En tant que présidente du conseil de l'Union européenne, la France a donné une impulsion concrète pour faire de l'Union un pourvoyeur de sécurité en Indopacifique, notamment sur la sécurité maritime avec l'implan-

tation d'une Présence maritime coordonnée dans l'océan Indien. Cet engagement pour la région a été confirmé dans la Boussole stratégique de l'Union européenne, 1er livre blanc de défense que l'Union vient d'adopter. Le sommet Union européenne/ Chine qui s'est tenu en avril est une illustration de l'approche inclusive de la stratégie de l'Union européenne en Indopacifique par un dialogue exigeant, équilibré et lucide.

Nous soutenons avec constance les différents mécanismes de sécurité portés par les



pays de la région, de l'océan Indien jusqu'au Pacifique. En Asie du Sud Est, la France reste attachée à la centralité de l'ASEAN. C'est pourquoi elle souhaite rejoindre l'ADMM+ pour y apporter son expertise dans des domaines clefs tels que la sécurité maritime ou le maintien de la paix.

Dans le Pacifique Sud, l'engagement de la France aux côtés des pays insulaires est entier : que ce soit dans les domaines du secours aux populations suite à des catastrophes naturelles ; ou dans celui de la lutte contre la pêche illégale, non déclarée et non réglementée. Nous menons cet engagement notamment dans le cadre du Pacifique QUAD et, du partenariat FRANZ, particulièrement efficace.

Fidèle à son approche multilatérale respectueuse de la souveraineté de chacun, la France ne cherche pas à rallier un camp ou un autre, elle fait le choix du respect du droit, seule option pour garantir la sécurité et la paix.

Mesdames et messieurs,

Je réaffirme ici la conviction de la France : les défis posés par les rivalités géopolitiques dans une région multipolaire ne peuvent faire l'objet que d'une réponse inclusive et multilatérale fondée sur le respect du droit. Les problèmes de l'Indopacifique sont aussi les problèmes de l'Europe et réciproquement. Nous pouvons œuvrer ensemble à y répondre. La France, dont la constance et la fiabilité sont connues de ses partenaires, y contribue déjà et continuera à le faire de manière résolue.

Je vous remercie. »

Général d'armée Thierry BURKHARD

Chef d'état-major des armées



Discours du CEMA sur l'Ukraine, 22 avril 2022

Officiers, sous-officiers, officiers-mariniers, soldats, marins et aviateurs, d'active et de réserve, personnel civil des armées,

Près de deux mois se sont écoulés depuis le début de l'attaque russe contre l'Ukraine, le 24 février dernier. Après avoir été contrainte de se retirer de la région de Kiev, l'armée russe concentre désormais ses efforts dans le Donbass. Les buts politiques affichés de cette « *opération militaire spéciale* » ont été revus à la baisse, et la résistance des forces armées ukrainiennes continue.

Bien peu d'entre nous avaient parié sur cette résistance farouche. Les Ukrainiens ont mis en échec une opération « *coup de poing* », qui visait à provoquer un changement de régime à Kiev. Alors que les combats se poursuivent, ces premières semaines d'affrontement ont d'ores et déjà livré de nombreux enseignements. Ce sont certains d'entre eux que je voudrais aborder ce matin, tant ils me paraissent importants dans l'exercice du métier militaire.

Le premier d'entre eux, s'il est évident, n'en est pas moins essentiel : la guerre de haute intensité est de retour en Europe.

77 ans après la fin de la Seconde Guerre mondiale, deux armées s'affrontent avec toute la puissance de leurs capacités : avions, chars, navires, missiles, artillerie, cyber... Vous qui servez la France, vous avez déjà été confrontés, parfois de très près, à la violence de la guerre et des combats. La nouveauté de la situation tient à la proximité géographique : des missiles russes frappent régulièrement l'Ouest de l'Ukraine, à moins de 1500 km de Paris.



La guerre est là, plus proche que nous ne l'avons jamais connue.

Pour nous, militaires français, cela signifie que nous devons nous y préparer. La probabilité d'un engagement majeur a considérablement augmenté et nous devons en tenir compte.

Notre préparation et la crédibilité qui en découle doivent nous permettre de gagner la guerre avant la guerre et, si les circonstances l'exigent, d'être prêts à nous engager dans un affrontement de haute intensité.

Le deuxième enseignement est moins une redécouverte qu'une confirmation, celle du rôle crucial des forces morales.

Ce sont d'abord les forces morales qui expliquent la remarquable résistance ukrainienne. Je ne pense pas uniquement aux combattants, dont le courage et la volonté ne sont plus à démontrer. Je pense également à la population, à la société ukrainienne dans son ensemble et à ses dirigeants. Unis dans le soutien à ceux qui combattent en leur nom, tous font preuve d'une résilience et d'une cohésion admirables.

Les forces morales doivent être pour nous une préoccupation de tous les instants. Parce qu'elles ne surgissent pas du néant au

moment du combat, elles doivent être forgées et entretenues en permanence. Faut-il d'avoir anticipé cette obligation, nous serions promis à la défaite.

Le troisième enseignement porte sur l'importance de notions que nous

connaissons bien, pour y être confrontés dans l'exercice du commandement : la franchise, la loyauté et, à l'opposé, le mensonge.

Les chefs militaires russes ont menti.

À leurs dirigeants politiques d'abord, en leur laissant croire que l'efficacité opérationnelle de l'armée russe lui permettrait de remporter une victoire rapide en Ukraine. Force est de constater que le changement d'échelle, du modèle expéditionnaire de Syrie aux opérations massives d'Ukraine, est à ce jour un échec.

À leurs subordonnés ensuite, sur les buts de l'opération, sur la situation en Ukraine et pire encore, sur leur capacité à leur donner les moyens de remplir leurs missions. Or, et cela est apparu de manière flagrante, l'organisation et le commandement ont largement fait défaut. Les unités russes ont notamment cruellement manqué d'une logistique et d'un soutien efficaces, au moins au début de la campagne. Ajoutées aux erreurs tactiques et opératives, ces faiblesses se sont avérées rédhibitoires. Elles ont sonné le glas des ambitions russes initiales. Enfin – et ce n'est sans doute pas le moins grave –, les chefs militaires russes se sont également mentis à eux-mêmes.

Le devoir d'un militaire, qu'il soit chef ou subordonné – car on est toujours l'un et l'autre – est de dire la vérité ; dire les choses, sans chercher à enjoliver la situation, par peur, flatterie ou paresse intellectuelle.

Face aux chefs, il consiste à présenter, en toute franchise, les limites et les faiblesses qui peuvent être les nôtres. Il implique, naturellement, de proposer des solutions. Envers nos subordonnés, il impose de donner du sens, à la mission comme aux sacrifices demandés, et consentis. Ce devoir de vérité nous renvoie également à nos propres qualités : seule la plus grande franchise permet de préparer au mieux les temps difficiles, lorsqu'il faut livrer bataille. Je vous invite à faire vôtre cette phrase tirée du testament de Marc Bloch : « Je tiens la complaisance envers le mensonge, de quelques prétextes qu'elle puisse se parer, pour la pire lèpre de l'âme. »

Vous savez déjà tout cela. Mais nous savons également combien facile et tentant il peut être de se laisser aller. L'exigence doit être permanente ! Notre mission ne nous donne pas le droit à la faiblesse, et je ne connais pas de meilleure façon de progresser que de chercher, partout, tout le temps, à hausser le niveau d'exigence.

Je sais pouvoir compter sur vous. Vous démontrez au quotidien, en état-major et en unité opérationnelle, toutes vos qualités. Les ordres nationaux et les décorations qui ont été remis ce matin récompensent l'engagement d'officiers et de sous-officiers remarquables, tout entiers consacrés au service de la France. Je vous félicite une fois encore. Ce que nous apprend la guerre en Ukraine, c'est que nous avons changé d'époque, d'échelle et d'enjeux. Chacun doit faire le nécessaire pour s'y préparer. Le

moment venu, nous n'aurons pas le droit de ne pas être au rendez-vous.



**DISCOURS DU GENERAL D'ARMÉE THIERRY BURKHARD,
CHEF D'ÉTAT-MAJOR DES ARMÉES**

Paris, le 14 octobre 2021

Vous trouverez ci-dessous le discours du général d'armée Thierry Burkhard, chef d'état-major des armées, devant la 29^{ème} promotion de l'École de guerre.

Bonjour à tous,

Je veux d'abord vous dire le plaisir qui est le mien d'intervenir ce matin devant vous, aujourd'hui stagiaires à l'École de guerre, demain forces vives de nos états-majors et de nos unités, après-demain grands chefs de nos armées. En guise d'introduction, je voudrais vous lire un extrait du livre d'André Beaufre, *Le drame de 1940*. En mai-juin 1940, Beaufre est capitaine, officier d'état-major affecté au Grand Quartier Général. Il écrit : « *De l'épreuve atroce de 1940 (...) retenons la leçon la plus précieuse : l'humanité et les nations ne sont que les jouets du destin, si elles n'ont pas su prévoir la montée des périls ni intervenir à temps pour les conjurer. Elles ne peuvent le faire que si elles ont su préparer les élites indispensables pour tenir ferme la barre au milieu des tempêtes et redresser la route hors des courants mortels.* »

Vous n'êtes certes pas affectés dans un Grand Quartier Général, et nous ne sommes plus organisés de la même manière, néanmoins, aujourd'hui comme hier, il est plus que jamais vital d'anticiper et d'agir, et pour cela, de préparer les élites.

Dans ce monde toujours plus stratégique, ce n'est pas faire injure aux auditeurs civils qui sont présents ici que de dire que le rôle des armées va perdurer. Dans la préparation de l'avenir, des élites, l'École de guerre joue un rôle fondamental. Nous devons d'ailleurs nous réjouir de son existence : il serait probablement très difficile aujourd'hui d'envisager de créer un établissement comme celui-là ex nihilo, pour consacrer un an de la carrière de nos officiers à leur formation. Pour jouer son rôle, l'École de guerre a de nombreux atouts. Elle est d'abord un établis-

indispensable qui constitue la première richesse de votre formation ici.

Elle s'appuie ensuite, outre son caractère interarmées, sur son ouverture à des stagiaires étrangers, 85 officiers cette année, que je salue, mais aussi – et c'est un peu plus récent – à des auditeurs et des auditrices, au nombre de 45, et que je salue également. La diversité et la richesse de vos origines constituent une reconnaissance de notre enseignement militaire supérieur. Votre culture, votre vécu, vos savoir-faire, vos savoirs, qui découlent de votre parcours antérieur, sont autant d'atouts précieux pour les travaux et les réflexions qui seront conduits ici cette année.

Enfin, je veux ici souligner l'action de l'en-



sement envié, qui n'a pas d'équivalent dans la fonction publique, et qui inspire aujourd'hui. Elle constitue le premier rendez-vous interarmées dans votre parcours – hors théâtres d'opération pour une partie d'entre vous –, ce premier temps de brassage et d'échange

cadrement, sous la direction du général Vigilant. Toutefois, après avoir décrit les atouts de l'École de guerre, je veux insister sur le fait que rien ne se fait, rien ne s'obtient sans travail et sans peine. La manière dont vous allez profiter de cette année,

en étant acteur de votre formation, est la clé pour que l'École de guerre et le principe même de cette formation en cours de carrière perdurent. Vous avez la responsabilité de valoriser l'enseignement que vous recevez ici.

Mon intervention comportera trois parties. Je vous donnerai d'abord une appréciation de situation sur les opérations que nous menons actuellement. Je développerai ensuite les grandes lignes de ma vision stratégique et je terminerai en vous disant ce que les armées attendent de vous.

Il faut être conscient – mais vous le savez, vous qui étiez pour certains déployés en opération il y a quelques semaines – que la mission des armées comporte deux volets. La mission des armées consiste d'abord à protéger la France et les Français contre la dangerosité du monde. Ce volet est pour nous le plus structurant : celui sur lequel nous n'aurons jamais le droit de ne pas être au rendez-vous si le besoin se présente. Nous sommes finalement assez souvent amenés, par le biais de nos opérations, à protéger les Français contre la dangerosité du monde.

Le second volet est la contribution à la protection des Français face à la dange



rosité du quotidien. Cette dangerosité du quotidien est quelque chose qui – beaucoup plus que la dangerosité du monde – parle aux Français. La dangerosité du monde est somme toute assez loin des préoccupations quotidiennes de nos concitoyens, et d'ailleurs certains préfèrent ne pas la voir. La dangerosité du quotidien est à l'inverse quelque chose qui les marque profondément.

C'est le terrorisme, la crise sanitaire ou les catastrophes naturelles. Ne nous leurrons pas : non seulement notre métier est de contribuer à la protection face à la dangerosité du quotidien mais en plus, c'est à travers ces missions que les Français perçoivent le mieux ce qu'est le rôle des armées. En clair, le jour où les Français ne percevront plus à quoi servent leurs armées, c'est l'existence même des armées qui sera remise en cause. Notre implication sur ce second volet, certes moins structurant, est capitale. Il nous faut donc la mettre en valeur, en lien notamment avec la représentation nationale.

Pour ce qui concerne la dangerosité du monde, nous avons conduit cet été l'opération Apagan. Suite à la chute très rapide de Kaboul, nous avons conduit une opération d'évacuation de ressortissants en étroite

coordination avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères – qui est menant pour ce type de mission – et le ministère de l'Intérieur, mais également et surtout avec nos Alliés. Nous avons évacué près de 3000 personnes par pont aérien, entre Kaboul, la BA 104 aux Émirats Arabes Unis (EAU) puis Paris. Cela représente entre autres 26 rotations d'avion de transport tactique et 16 rotations d'avion de transport stratégique en 13 jours.

Le premier enseignement d'Apagan est la réactivité des armées, en plein été qui plus est. Il n'y a là aucun hasard. Si l'on n'a pas un dispositif d'alerte, avec des unités préparées, aux savoir-faire maîtrisés, et même au-delà des capacités supplémentaires prêtes, on ne peut pas réagir à l'urgence. La réactivité repose sur les unités en métropole et sur les forces prépositionnées. Le second enseignement est que nous avons pleinement bénéficié des résultats de la loi de programmation militaire (LPM). On peut certes remonter un peu plus loin que la dernière LPM pour l'A400M, mais le MRTT est une excellente illustration. Si nous avions dû conduire cette opération avec nos vieux Transall ou KC135, nous n'aurions pas connu le même succès. Aucune mission n'a été remise en cause du fait de difficulté de disponibilité opérationnelle. Troisième enseignement : la BA 104 aux EAU a joué un rôle clef car les autorités émiriennes nous ont accordé toutes les facilités nécessaires pour l'opération. C'est là la preuve de l'importance de nos partenariats stratégiques.

Autre opération :
Barkhane,
q u i

est aujourd'hui dans une phase d'adaptation, suite à la décision du président de la République. La première motivation de cette décision, c'est la volonté du chef des armées de sortir d'une situation qui peut être perçue comme une forme d'immobilisme et dont certains pays peuvent se contenter. Il n'est pas de la responsabilité de la France de rester en première ligne seule face à un sujet qui dépasse largement le seul volet militaire. Il est de ma responsabilité de veiller à ce que l'évolution de l'opération soit cohérente avec l'efficacité opérationnelle des armées. La seconde raison est la volonté du président, après huit ans d'opération, d'impliquer davantage les gouvernements et les armées locales.

Pour ce qui concerne cette adaptation, il ne s'agit évidemment pas de partir. La France assume ses responsabilités, ce d'autant plus qu'elle a convaincu un certain nombre de pays européens de s'engager. Il s'agit de rééquilibrer les missions, en diminuant – et à terme en stoppant – l'engagement direct et en allant vers un partenariat de combat, autrement dit uniquement en appui des unités locales, en les accompagnant si





nécessaire. Les forces partenaires auront un rôle clé, puisque ce sont elles qui décideront du rythme de leurs engagements. Le volet réassurance demeure, essentiellement mis en œuvre à partir de nos moyens aériens. Ensuite, nous allons conserver et même développer notre action de coopération. Il s'agit là d'un volet fondamental, que nous souhaitons diversifier notamment vers la construction d'une véritable capacité de troisième dimension, qui est importante et pourrait changer la donne. Nos partenaires locaux en sont capables. Pour sa part, la partie lutte antiterroriste ne changera pas et reste une priorité.

Tout cela se traduit par un redéploiement dans la région, avec la restitution des emprises de Kidal et Tessalit dans un premier temps, de Tombouctou dans un second temps. Ce redéploiement constitue un véritable tour de force logistique, que nous sommes capables Gao-Ménaka, le long des frontières du Niger et du Burkina-Faso.

Dans ce cadre, commandée aujourd'hui par un général français, demain par un colonel suédois, Takuba sera l'unité intégrée à

Barkhane, chargée de conduire le partenariat militaire de combat avec les forces armées maliennes. Dans cette mission qui fonctionne bien, la France se confronte aux enjeux liés au fait d'assumer la fonction de nation-cadre. Cela n'est pas simple et certains imaginent volontiers qu'à accueillir une section estonienne, on pourrait retirer

une section française. Ça n'est pas le cas, au contraire : accueillir des détachements étrangers, c'est leur fournir les systèmes de commandement et organiser leur soutien. On a même finalement un coût supplémentaire pour les armées. En revanche, en termes de levier diplomatique et de retour sur investissement vis-à-vis de l'Europe, les gains sont très importants. Takuba est donc une mission qui bénéficie au niveau national plus qu'au niveau militaire. Quoi qu'il en soit, Takuba – qui tourne aujourd'hui quasiment à un régime de croisière – constitue les prémices d'un esprit de défense européen, d'une vision commune sur les opérations, avec des pays du Nord qui s'engagent en Afrique parce que la sécurité de l'Europe se joue aussi au-delà de nos frontières périphériques. La manière dont nous nous redéployons doit donc préserver Takuba et « l'esprit Takuba ».

On pourrait imaginer que d'ici la fin de l'année, nous aurons achevé cette adaptation. En fait, la première victime de la guerre est toujours le plan et vous savez que les relations franco-maliennes sont compli-



quées aujourd'hui par un certain nombre de crispations. Comment l'interpréter ? Il n'existe plus aujourd'hui de « petites opérations » ou de crises qui soient déconnectées de la situation mondiale. Les grands compétiteurs sont présents et réduisent notre liberté d'action en proposant des cartes supplémentaires aux acteurs locaux.

Dernier point sur ces opérations qui s'inscrivent dans le cadre de la protection face à la dangerosité du monde : les missions de réassurance sur les flancs Nord & Est de l'Europe. Je pense à EfP, à EaP, aux déploiements navals et aux exercices multinationaux notamment. Tout cela représente la détermination de la France à prendre toute sa part dans la défense de l'Europe et sa crédibilité comme allié au sein de l'OTAN. En outre, ces missions permettent d'axer notre préparation opérationnelle et notre entraînement sur des opérations de haute intensité.

Sur le volet de la dangerosité du quotidien, nous avons conduit, comme chaque été, la mission Héphaïstos. Mission d'une ampleur limitée en termes de moyens, mais à la fois indispensable et visible, qui consiste à participer à la lutte contre les feux de forêt, en

appui des formations militaires de la sécurité civile et des sapeurs-pompiers. Elle a vu l'engagement d'une cinquantaine de soldats, qui ont contribué à lutter contre près de 150 feux.

Résilience a vu la mise en place en août d'un module militaire de réanimation (MMR) d'une vingtaine de lits aux Antilles, armé par le Service de santé des armées (SSA) et l'armée de Terre. La situation s'étant améliorée, ce MMR vient d'être fermé.

En métropole, le SSA et les armées ont mis en œuvre plusieurs centres de vaccination, en hôpital interarmées ou sous la forme de pôles militaires de vaccination (PMV). Au 1er septembre, les armées avaient réalisé 1 million d'injections au sein des HIA ou des PMV. Parallèlement, au 1er octobre, la Brigade des sapeurs-pompiers de Paris et le Bataillon des marins-pompiers de Marseille ont réalisé près de 1,4 million d'injections, ce qui est tout à fait exceptionnel.

Ces exemples montrent que toutes nos opérations doivent s'inscrire dans le cadre d'enjeux stratégiques : nous ne pouvons plus nous permettre de faire des choses « gratuitement ». Sur le volet dangerosité du quotidien, il s'agit de maîtriser le niveau d'engagement, au risque d'être consommés sur les missions les plus visibles. Ainsi, les armées ne peuvent pas engager des MMR partout, elles n'en ont tout simplement pas les moyens.

J'en arrive maintenant à la vision stratégique, et tout d'abord le contexte de son élaboration. Il faut à mon sens prendre trois éléments en compte.

Le premier est celui de la transformation du contexte stratégique, que vous connaissez bien pour l'étudier ici à l'École de guerre. Tout d'abord, nous évoluons dans un monde tripolaire, avec les États-Unis, la Chine et la Russie. Il s'agit là d'une situation inédite, d'autant plus qu'il existe une forte interdépendance économique entre les deux majeurs. En outre, le réarmement, qui n'est pas un phénomène nouveau, est désormais bien établi et généralisé, et surtout marqué par une volonté d'emploi de la force assumée par un nombre croissant d'acteurs, qui considèrent le rapport de force comme le mode de résolution des frictions.

Ensuite, il faut prendre en compte la présence croissante des grands compétiteurs sur nos théâtres d'opération, avec la Russie, la Chine mais également la Turquie et l'Iran. Ces pays affichent une véritable désinhibition vis-à-vis de l'emploi

de la puissance militaire. Au niveau tactique et opératif, cela se traduit par davantage d'interactions, de frictions, voire de risques d'escalade. Au niveau stratégique, notre liberté d'action est contrainte. Bref, nous évoluons dans un monde où les interactions sont davantage de portée stratégique et nous imposent de les appréhender au bon niveau.

Le troisième élément est l'ambition du président de la République, qui positionne

la France comme « puissance d'équilibre ». Pour les armées, face à nos grands compétiteurs, être puissance d'équilibre est à la fois complexe et exigeant. Cela implique par exemple d'être offensif – car si l'on est attentiste, on n'a ni puissance ni équilibre – en dépit d'un rapport de force souvent défavorable. Cela implique également de faire preuve de rapidité dans la saisie d'opportunité, tout en conservant une véritable cohérence sur le long terme. Enfin, il faut savoir être meneur mais également rassembleur : si l'on n'est pas capable de rassembler,

on ne peut espérer aller très loin. Vous savez que la France est plus souvent perçue comme meneur, voire individualiste, ce qui nuit à sa capacité à rassembler : c'est un point auquel nous devons être attentifs.

Cette stratégie de puissance d'équilibre portée par le chef des armées constitue le point de départ de ma réflexion : il s'agit

de déterminer de quelle manière, par quelles voies et avec quels moyens les armées contribuent à cette stratégie. L'idée retenue pour la Vision stratégique est donc de gérer la menace la plus probable tout en allant vers la prise en compte dans la durée de la menace la plus dangereuse.

Le constat que nous avons fait est que le continuum « paix-crise-guerre », tel qu'il est décrit depuis la fin de la Guerre froide, ne recouvre plus la réalité des situations



auxquelles nous sommes confrontés. Pour appuyer notre positionnement, nous avons imaginé une nouvelle grille de lecture stratégique qui repose sur le triptyque « compétition-contestation-affrontement ». Il s'agit là d'un référentiel commun pour les armées, que nous n'avons pas la prétention d'imposer. D'autres analyses sont certainement tout aussi pertinentes.

Ces trois états de compétition, contestation et affrontement sont étroitement intriqués : ils peuvent par exemple se superposer ou

correspond de fait à une forme de « guerre avant la guerre ». Pour les armées, il faut participer à la connaissance des compétiteurs, proposer des options militaires pertinentes et viables et contribuer à la signification de la détermination de la France dans une stratégie globale cohérente.

On parle de contestation lorsqu'un acteur décide de transgresser les règles communément admises. Pour les armées, il s'agit de lever l'incertitude, d'empêcher l'imposition d'un fait accompli et de décourager l'adver-



être contigus sur certains théâtres d'opérations. La compétition entre nations est le mode normal d'expression de la puissance dans tous les domaines : diplomatique, informationnelle, économique, juridique, technologique, industriel, culturel ou encore militaire. C'est d'ailleurs probablement dans le domaine militaire qu'elle est le plus bridée, puisqu'elle s'exprime le plus souvent en dessous du seuil de l'affrontement armé. Elle

saire. Cela exige une très grande réactivité et une vraie capacité d'adaptation au moment de se positionner. C'est la guerre « juste avant » la guerre. L'affrontement survient lorsqu'un acteur, décidant de pousser son avantage et persistant à recourir à la force pour atteindre ses objectifs, provoque une réaction d'un niveau au moins équivalent. Les armées participent à la détection et à la caractérisation des signaux faibles qui



permettront d'anticiper la bascule vers l'affrontement avant de faire la guerre. Je ne pense pas qu'il existe aujourd'hui des armées capables de faire cette bascule instantanément. Il faut être capable de livrer et de gagner « la guerre ».

Les stratégies nationales de puissance s'expriment dans un nombre croissant de milieux et de champs, signe d'une extension de la conflictualité. Cette extension a trois conséquences principales.

La conflictualité actuelle est particulièrement propice aux stratégies hybrides et de contournement, auxquelles recourent volontiers nos compétiteurs, adversaires ou ennemis, suivant l'état dans lequel on se trouve. Il faut être capables de contrer ces stratégies et apprendre à les maîtriser. Nos compétiteurs sont dans la même situation que nous, l'affrontement coûte cher et s'ils parviennent à avancer de manière indirecte,

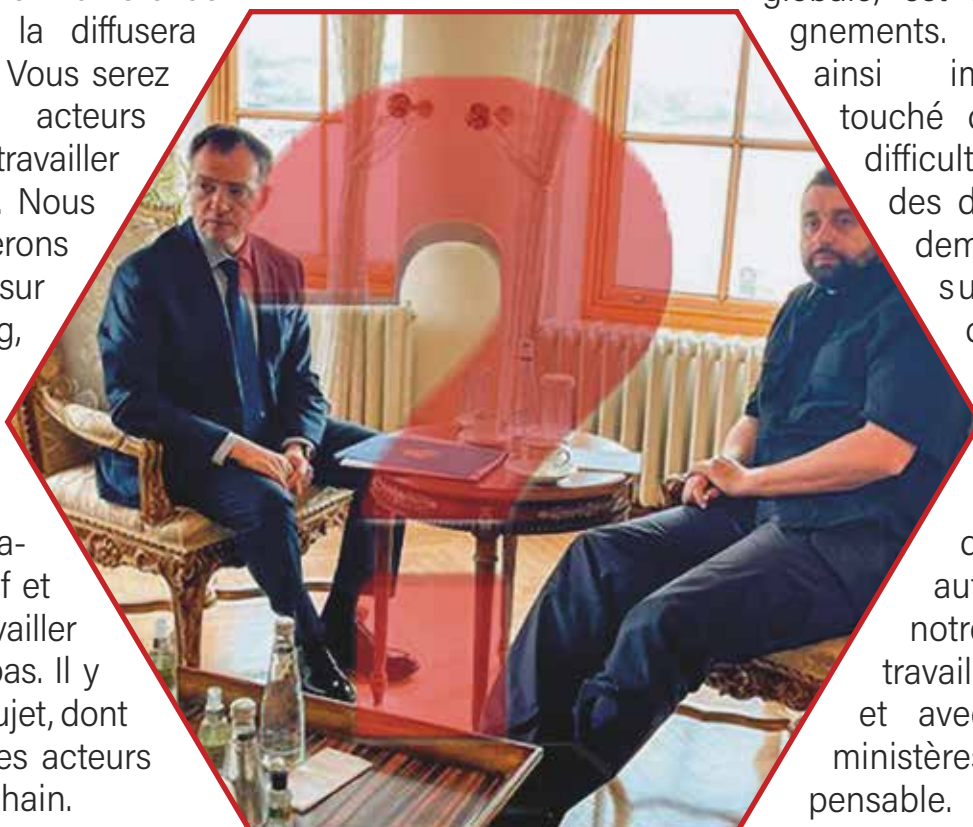
ils veillent à privilégier cette voie. Pour autant, ils maintiennent en permanence un rapport de force qui repose sur la crédibilité. En Crimée, tout le monde savait qui était derrière les « petits hommes verts » et c'est bien ce qui a compliqué le problème et permis le fait accompli.

Seconde conséquence, nous devons appréhender le monde de manière plus stratégique : chacune de nos actions s'inscrit dans un contexte global et une stratégie cohérente, en évitant les stratégies d'opposition directe. Ces stratégies sont sans doute culturellement ancrées

chez nous, notamment du fait de ces vingt dernières années, marquées par l'approche directe face aux groupes armés terroristes en Afghanistan ou au Sahel. Or, on perçoit bien, dans les milieux physiques traditionnels, dans le cyber ou l'espace exo-atmosphérique, la manœuvre de nos compétiteurs qui cherchent à nous épuiser. Il nous faut donc réfléchir au niveau stratégique pour ne pas systématiser l'approche directe comme seule réponse.

La troisième conséquence est l'élargissement du spectre de nos besoins capacitaires. Je pense ici aux choix que nous devons faire. Choisir c'est renoncer, il ne faut donc pas parler « d'éviction » d'un élément au profit d'un autre. Nous avons impérativement besoin de cyber, de renseignement, etc. Il faut donc décider ce à quoi nous pouvons renoncer pour satisfaire ces besoins.

De cette analyse découle l'ambition des armées françaises : gagner la guerre avant la guerre, tout en étant apte à s'engager dans un affrontement de haute intensité, ce qui nous renvoie directement à la crédibilité de nos forces. Je ne détaillerai pas plus avant ces idées, vous pourrez les approfondir avec la diffusion de la vision stratégique, qui interviendra d'ici quelques semaines. Vous devez comprendre que pour gérer la compétition, pour appréhender les crises de manière stratégique, il faut que nous retrouvions une véritable culture de l'audace et le goût de la prise de risque. Sans cela, pour une puissance d'équilibre, cela ne suffira pas. Dans notre système, audace et prise de risque sont bridées, nous devons donc travailler autrement. L'état-major des armées initiera cette nouvelle manière de travailler et la diffusera aux armées. Vous serez demain les acteurs de ce « travailler autrement ». Nous nous appuierons davantage sur le wargaming, il faudra aller plus vite, se reposer avant tout sur les orientations du chef et non pas travailler à partir du bas. Il y a là un vrai sujet, dont vous serez les acteurs dès l'an prochain.



résilience, ses compétences, sa richesse. Il s'agit là d'un axe assez classique, mais le point clé est d'aller au-delà des mots, sinon c'est inutile.

Le deuxième vise à développer les capacités et adapter l'organisation des armées pour conquérir une supériorité multi-milieux et multi-champs. Tout cela doit être fait en opération mais également en état-major. Cela nécessite que nous élargissions considérablement notre champ de vision : les opérations qui étaient conduites par le CPCO étaient des opérations « du bout du segment ». Tout ce qui se passait n'avait d'impact que sur le théâtre. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. À ce titre, la crise COVID, qui est la première vraie crise

globale, est riche d'enseignements. Nous avons ainsi immédiatement touché du doigt nos difficultés à prendre des décisions rapidement avec la superposition de plusieurs chaînes de décision. Nous devons donc entre autres améliorer notre manière de travailler en interne et avec les autres ministères, c'est indispensable.

Trois axes vont nous permettre de développer la vision stratégique.

Le négociateur russe Vladimir (à gauche) et son homologue ukrainien David Arakhamia, à Istanbul, le 29 mars 2022, AP.

Le premier est de renforcer et soutenir la communauté humaine des armées, sa

Le troisième axe consiste à faire de l'entraînement une nouvelle dimension des combats à mener avec nos partenaires. La préparation opérationnelle, qui se déroule pendant la phase de compé-

tition, contribue directement à la crédibilité des armées françaises en diffusant des messages à destination de nos compétiteurs. En outre, en haute intensité, lorsqu'on est puissance d'équilibre, on ne travaille plus seul. Je vais maintenant évoquer rapidement ce que sont les attentes des armées envers ce que vous devez être cette année et plus tard au sein des forces et des états-majors.

La première chose est d'avoir le courage des idées et de savoir prendre des risques. Gardez en tête cette phrase d'Alvin Toffler : *« Si vous n'avez pas de stratégie, c'est que vous faites partie de la stratégie de quelqu'un d'autre »* ! Celui qui est immobile et qui ne pense pas ne va gêner personne, au contraire : il sera utile à quelqu'un. Nos armées ont donc besoin d'officiers qui ont des idées et qui ont le courage de les exposer. Les meilleurs états-majors arrivent quelques fois à étouffer les bonnes idées parce que les processus sont souvent plus puissants que les bonnes volontés. Ne baissez jamais les bras : les bonnes idées finissent toujours par éclore. Travailler autrement, c'est aussi permettre aux bonnes idées de faire leur chemin, c'est être capable d'atteindre et de convaincre le chef. Toutefois, il faut aussi savoir porter ces bonnes idées et les porter au bon moment.

Il faut ensuite lutter contre la culture de l'aversion au risque. Or notre système est fondamentalement fait pour éviter tout risque. Nous devons absolument sortir de là ! La simplification, c'est d'abord accepter de prendre des risques, chacun à son niveau.



Vous arrivez à un niveau où vous devez être nuancé et équilibré, ce qui ne signifie pas indécis et mou. Vous ne pouvez plus vous permettre de n'avoir que des options tranchées, qui correspondent à ce que vous voyez vous et pas les autres. Il s'agit de trouver le bon positionnement, celui qui vous permettra de prendre et de faire passer la bonne décision ou la bonne idée, au bon moment, en ayant pris l'ensemble de la problématique en compte, et en particulier les contraintes des autres : si cela ne répond qu'à votre besoin, alors cela ne suffira probablement pas.

Vous devez avoir une vision dynamique des sujets : le monde est en mouvement, gérer les choses de manière statique conduit à se priver d'une bonne partie des réponses et assez vite à se bloquer. Il ne faut pas être défensif, en particulier dans la manière dont on exprime notre positionnement, notamment en interministériel. Je vois trop

souvent des fiches rédigées ainsi : « notre contribution se limitera à ». Ce n'est pas la bonne manière de le dire : « notre contribution sera... ». Notre contribution n'a pas changé mais notre interlocuteur ne perçoit pas du tout la même chose.

Ensuite, vous devez être des chefs qui décident : vous êtes payés pour ça. Au niveau qui sera le vôtre, si un problème vient jusqu'à vous, c'est probablement que la réponse n'est pas évidente. Sinon, vos subordonnés auraient traité eux-mêmes la question. Il vous revient donc de bien décider : cela signifie décider quelque chose qui sera gérable par vos subordonnés, qui contribue à réaliser les intentions du chef et surtout pas quelque chose qui sera positif seulement dans votre tableau de pilotage.

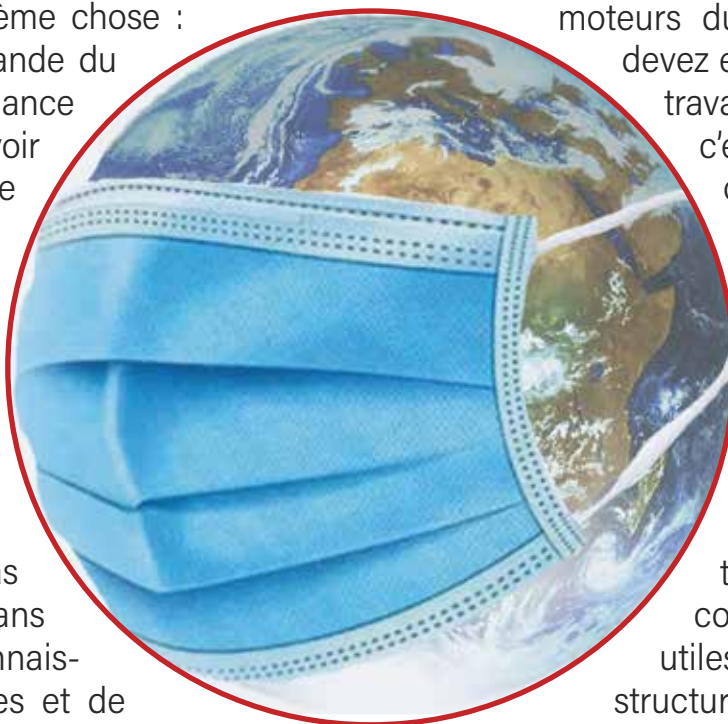
Enfin, ne vous méprenez pas sur la loyauté. Vous devez un discours de vérité à vos chefs. Ne mentez jamais ! Veillez à la manière de dire la vérité et à venir avec des solutions. Ne faites pas des fiches qui permettent théoriquement de régler le problème instantanément et qui se révèlent ensuite des catastrophes. Dites ce que vous pensez et votre chef décidera. Deuxième chose :

avoir des idées demande du travail. Vous avez la chance cette année de pouvoir prendre un peu de recul, profitez-en. Il n'y a pas d'idées sans lecture et enrichissement personnel. Lisez, cultivez-vous, soyez curieux et échangez : vous devez connaître les besoins de l'autre. Pas d'idées non plus sans une très bonne connaissance de nos armées et de nos institutions. Pas d'idées sans une ouverture aux autres armées et à nos

alliés : vous devez être habités par l'esprit interarmées. Personne ne peut croire qu'un combat budgétaire réussi, c'est lorsqu'une armée a raflé tout le budget. À l'opération suivante, quand l'armée lésée ne sera pas capable de remplir la mission, vous perdrez tous. Il en va de même avec nos alliés. Pas d'idées enfin sans une connaissance de nos interlocuteurs et de nos compétiteurs. La bonne appréhension stratégique des crises doit permettre de comprendre l'autre, ses objectifs et son fonctionnement stratégique, soit pour le contrer, soit pour parvenir à trouver une solution avec lui.

Troisième et dernier point : travailler autrement est indispensable. J'ai évoqué une culture de l'audace et de la prise de risque. J'insiste : il est de votre devoir de mettre en pratique et de diffuser cette culture dans l'exercice de vos responsabilités. Vous devez apporter des solutions : simplifier et remettre en question nos organisations et nos processus. Cela ne peut pas venir que d'en haut. Cela étant, c'est sans doute ailleurs que vont se situer les complexités, vous serez probablement les

moteurs du changement. Vous devez enfin être capables de travailler – et je pense que c'est la manière dont on doit choisir les chefs aujourd'hui – sans que le partage des responsabilités forme une ligne très claire, avec deux mondes séparés où chacun est chez soi. Ceux qui ne peuvent travailler que dans ces conditions ne sont pas utiles. Il n'existe pas une structure de commandement en opération qui corresponde à ce que l'on décrit dans les PIA ! Nos struc-



tures sont toujours adaptées à la situation – probablement pas encore assez d'ailleurs. C'est dans les zones de recouvrement que vous devez apprendre à travailler, c'est là que nous prendrons l'avantage. Apprenez à travailler avec l'intention de réaliser ce que le chef a fixé comme objectif, sans logique de propriétaire, pour apporter votre contribution en coopération avec l'autre.

En conclusion : vous allez vivre pendant cette période en dehors des responsabilités de commandement. Ces responsabilités consistent à s'occuper des hommes et des femmes placés sous nos ordres. D'abord parce qu'on les gère au quotidien et ensuite et surtout parce que, quelle que soit la qualité des plans conçus en état-major, ce sont ces hommes et ces femmes qui conduiront la bataille. Eux qui gagneront ou qui perdront. Eux qui fuiront comme les soldats afghans ou qui se battront. Ne perdez jamais de vue qu'in fine, c'est toujours sur des hommes et des femmes que reposent nos armées, et restez connectés au réel.

ÉCOLE DE GUERRE

Extrait du magazine réalisé par les officiers internationaux de la 29^{ème} promotion
de l'École de guerre

Les forces d'opérations spéciales slovaques
Lieutenant-colonel Peter ŽOCHŇÁK, COMFOS, Slovaquie

Réchauffement climatique : un nouveau front pour les armées
Commandant Dean KACHAB, armée de Terre australienne

Considération sur le leadership au 21^{ème} siècle
Lieutenant-colonel Jake BRITTINGHAM, armée de l'Air américaine

La vie du comte « Von Clausewitz » et ses théories de la guerre
Capitaine de frégate Jochen ESSER, Marine allemande

La Colombie et son évolution dans la course aérospatiale
Lieutenant-colonel G. William TABARES, armée de l'Air colombienne

Le rôle de l'armée indonésienne face aux catastrophes naturelles
Commandant Hafda Prima AGUNG, armée de Terre indonésienne

Le futur proche saoudien dans la vision 2030
Capitaine de Frégate Aldebasy MAGED, Marine saoudienne



Lieutenant-colonel Peter ŽOCHŇÁK, COMFOS, Slovaquie

LES FORCES D'OPÉRATIONS SPÉCIALES SLOVAQUES

Création du Commandement des forces d'opérations spéciales (COMFOS)

Le 1^{er} juin 2019, une nouvelle structure de commandement et de conduite (Command & Control) a été créée à Trenčín au sein des Forces armées de la République slovaque.

Commandement des Forces d'Opérations Spéciales (COMFOS) Le Commandement des forces d'opérations spéciales (COMFOS) a été fondé sur la proposition du chef de l'État-major des Forces armées slovaques, le général Daniel Zmeko et a été établi après l'analyse de la situation dans le domaine des opérations spéciales et après l'identification des besoins pour le développement des forces d'opérations spéciales des Forces armées de la République slovaque.

Le COMFOS est au même niveau que le Commandement des Forces Terrestres (CFT) et le Commandement des Forces Aériennes (CFA).

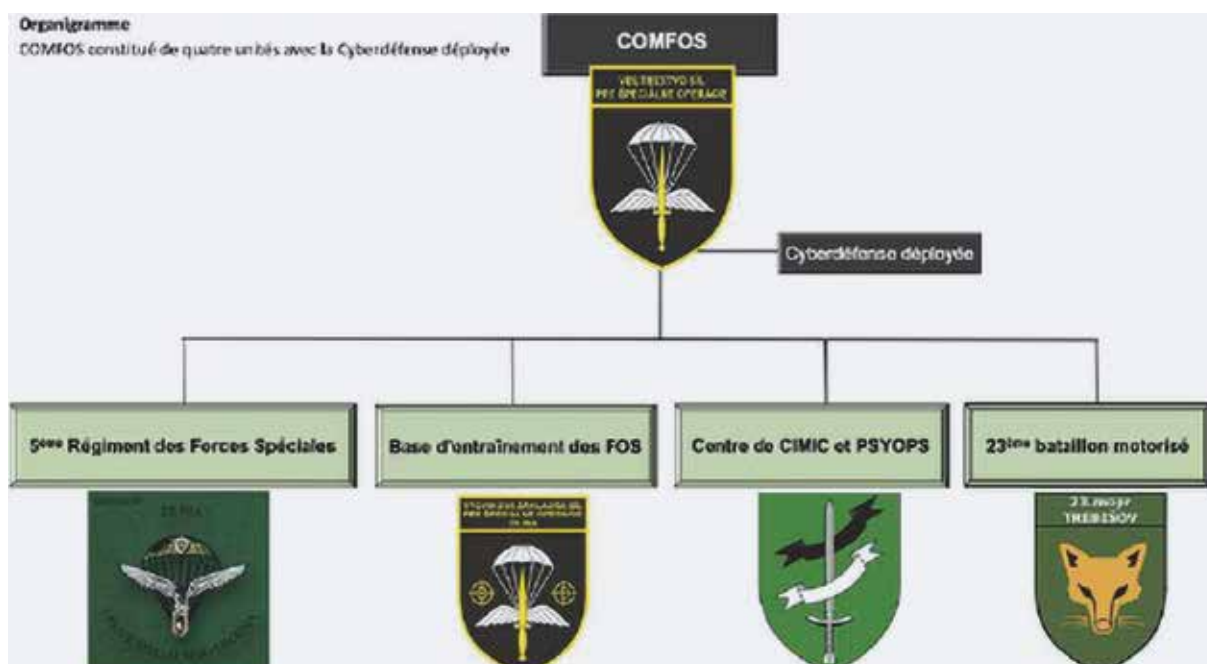
L'ambition des forces d'opérations spéciales (FOS) est d'atteindre un effectif de 1500 soldats d'ici 2025.

Face à ces nouvelles menaces, il est nécessaire de renforcer les moyens militaires dans la sphère de la cyberdéfense.

C'est pour cette raison que le département de la Cyberdéfense (Cyberdéfense déployée) a été intégré au COMFOS en vue de défendre les unités contre les attaques informatiques lors du déploiement pendant les opérations.

En plus de cela, les opérations psychologiques, la coopération civilo- militaire et des opérations d'information font partie intégrante des forces d'opérations spéciales slovaques. Désormais, le COMFOS détient la capacité d'actions cinétiques et non-cinétiques.

Structure organisationnelle des forces d'opérations spéciales



5^{ème} Régiment des Forces Spéciales (5^{ème}RFS) basé à Žilina

Bien que ses racines remontent à la Tchécoslovaquie, après la création de la République slovaque (1er janvier 1993), le 3^{ème} Bataillon spécial (3. špeciálny odriad) a été réorganisé et rebaptisé 5^{ème} régiment des forces spéciales le 1er octobre 1995. Le 5^{ème} RFS maîtrise les compétences de base en matière de reconnaissance spéciale, de guerre spéciale, et d'action directe.

Il a participé à l'EUFOR Althea et, depuis 2011, contribue à la mission de la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité (FIAS) et mission Soutien Déterminé (Resolute Support) en Afghanistan.

Ce régiment est la seule unité en Slovaquie à utiliser la devise « Crescit in adversis virtus » en français : « Le courage croît dans l'adversité ».

Il faut noter que le 5^{ème} RFS est nommé le régiment Jozef Gabčík (Žilinský pluk Jozefa Gabčíka). Jozef Gabčík était slovaque et

parachutiste tchécoslovaque intégré à l'opération Anthropoid, réalisée par le SOE britannique (Direction des opérations spéciales) en coopération avec l'Armée tchécoslovaque en exil.

La mission de l'opération Anthropoid était d'éliminer le général SS Reinhard Heydrich - Reichsprotektor, Gouverneur du Protectorat de Bohême-Moravie et chef de la Gestapo, alors numéro deux de la SS. Cet attentat contre Reinhard Heydrich s'est déroulé le 27 mai 1942 à Prague, il y a 79 ans

23^{ème} bataillon motorisé basé à Trebišov

Le bataillon a été créé le 1^{er} septembre 2015 et subordonné au CFT.

Depuis le 1er janvier 2020, le bataillon accomplit des tâches sous l'autorité du COMFOS. En plus, l'unité a été réorganisée en un type « Ranger » unité aéroportée dans le but d'effectuer des opérations spéciales dans une mesure limitée.

Quelles sont les principales tâches des FOS slovaques ?

Les principales tâches des forces d'opérations spéciales sont classées en trois grandes catégories soit l'assistance militaire, la reconnaissance spéciale et l'action directe.

Ce sont les mêmes types de mission communs aux forces d'opérations spéciales de l'OTAN.



Général de Brigade Branislav Benka
(une étoile)
le premier commandant du COMFOS

Devise du 5^{ème} RFS « Crescit in adversis virtus » en français : « Le courage croît dans l'adversité »

Base d'entraînement des forces d'opérations spéciales située à Žilina

La base a été créée en tant qu'unité distincte sous le COMFOS en septembre 2019.

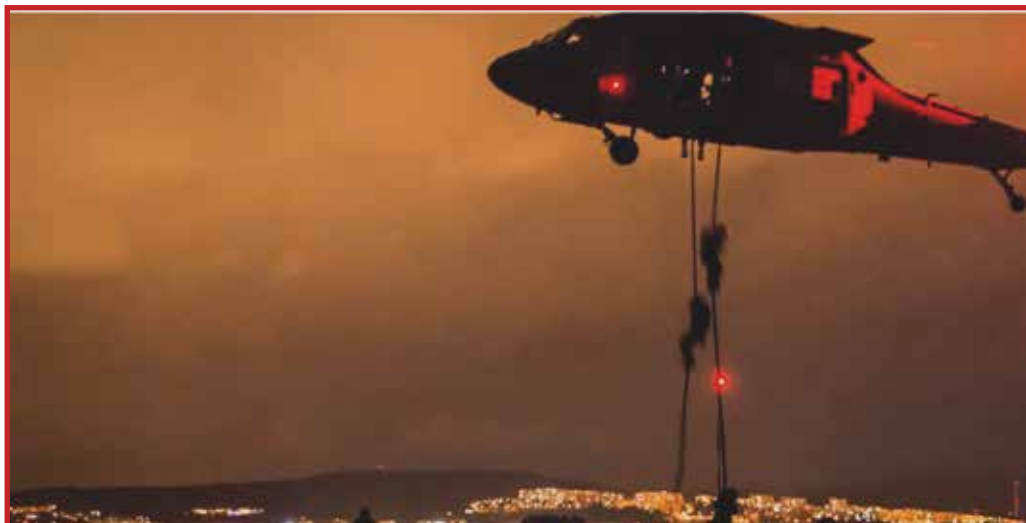
La responsabilité principale est la sélection des candidats pour les forces d'opérations spéciales, l'entraînement et la formation ; c'est à dire la formation du processus de sélection de nouveaux candidats, la formation initiale, professionnelle ou avancée, et l'éducation du personnel des forces d'opérations spéciales slovaques.

Centre de coopération civilo-militaire (CIMIC) et d'opérations psychologiques (PSYOPS) basé à Martin

Les unités CIMIC et PSYOPS sont placées sous le COMFOS depuis septembre 2019. Avant cela, l'unité était subordonnée au CFT. Bien que la fonction du CIMIC soit d'améliorer l'intégration des forces armées dans l'environnement civil en opération extérieure, il agit aussi sur le territoire de la Slovaquie.

L'exécution des actions est confiée au niveau tactique à l'équipe CIMIC ou PSYOPS déployée souvent sous le format d'une équipe tactique CIMIC ou PSYOPS.

Exercices des FOS alliées / Coopération avec l'OTAN



Quartier général des opérations spéciales de l'OTAN (NSHQ)

Tout d'abord, les unités des FOS slovaques participent à des exercices depuis de nombreuses années et développent une coopération avec les unités partenaires de l'OTAN. Une des nouveautés réside dans la coopération avec les FOS de l'Ukraine depuis 2021. Généralement, la formation, les cours ou les exercices des FOS sont coordonnés par le NSHQ.

Grâce au système de recueil et d'exploitation des informations du champ de bataille (BICES), la diffusion d'informations et la coordination entre les partenaires de l'OTAN sont sécurisées.

Ensuite, toute l'année 2020, le 5^{ème} RFS a mis à disposition un groupe terrestre d'opérations spéciales

(R-SOCC) Commandement régional de composante opérations spéciales

(SOLTG) pour la Force opérationnelle interarmées à très haut niveau (VJTF) au Commandement de composante opérations

spéciales (SOCC) polonais de la NRF. Enfin, les FOS slovaques contribuent au R-SOCC. Il s'agit d'une structure de Commandement conjointe non- permanente des forces spéciales créée en 2019 à laquelle l'Autriche, la Croatie, la Hongrie, la Slovénie et la Slovaquie participent. Sa capacité opérationnelle initiale a été officiellement confirmée le 12 mai 2021 pendant l'exercice Black Swan 2021. Le R-SOCC sera totalement opérationnel d'ici décembre 2024 en vue d'être à la disposition de la Force de réaction de l'OTAN (NRF) en 2025.



Lieutenant-colonel Peter ŽOCHŇÁK COMFOS, Slovaquie

Je suis né le 5 octobre 1977 à Námestovo, en Slovaquie. J'ai commencé ma carrière militaire en 1996 à l'Académie militaire à Liptovský Mikuláš.

Cinq ans plus tard, j'ai été diplômé dans le domaine du renseignement militaire et de la reconnaissance.

En 2001, je me suis engagé dans les forces des opérations spéciales (FOS) où j'ai rejoint le 5^{ème} Régiment des Forces Spéciales (5^{ème} RFS) situé à Žilina commençant comme chef d'équipe des Forces Spéciales (FS), et continuant en tant que commandant adjoint de la compagnie FS et chef du bureau du renseignement.

Depuis juillet 2019, je suis le chef du bureau de la planification au Commandement des Forces d'Opérations Spéciales (COMFOS) à Trenčín.

En 2003-2004, j'ai fait mes études à l'École d'Application de l'Infanterie (EAI) à Montpellier, en France où j'ai suivi la formation de chef de section de troupes aéroportées.

En 2015-2018, j'ai travaillé comme analyste du renseignement (Intell Analyst) au NATO Intelligence Fusion Centre, RAF Molesworth au Royaume-Uni.

J'ai participé à 3 opérations extérieures entre 2005 et 2012. Mon déploiement initial était en Irak, les deux suivants en Afghanistan.

Je suis marié à Andrea, l'amour de ma vie. Nous avons deux enfants. Notre fille Tamara étudie au lycée bilingue français cependant notre fils René fait ses études à l'université dans le domaine des Technologies de l'information.

Commandant Dean Kachab, armée de Terre australienne

Réchauffement climatique : un nouveau front pour les armées



**L'Australie est le continent
habité le plus sec du monde.**

**Ces dernières années, les
feux de brousse sont
banals.**

**Le changement climatique
représente-t-il donc un tel
risque ?**

2020 a démarré avec les feux de brousse les plus dévastateurs de l'histoire de l'Australie. L'été de 2019 à 2020 a été surnommé « l'été noir ». La nation a assisté à la dévastation des communautés par les flammes. Au fur et à mesure que le front de l'incendie se rapprochait, des troupes des forces armées se tenaient prêtes, avec des véhicules militaires, à extraire des dizaines de personnes affaiblies, immobiles ou âgées.

OP Bushfire Assist

À l'écart de la trajectoire prévue de l'incendie, les ingénieurs militaires construisaient des coupe-feux essentiels. Dans le ciel, des avions et des hélicoptères de surveillance, et même de petits drones, aidaient à cartographier la progression du feu. Derrière les lignes de feu, la radio crépitait tandis que le corps médical se précipitait pour s'installer sur une colline en cas de besoin. Beaucoup

se sont sentis désarmés face à la force de ces incendies. Cependant il était réconfortant de savoir que l'aide était disponible en cas de besoin, grâce au travail accompli par les forces armées australiennes en réponse à la crise des feux de brousse - dans le ciel, en mer et sur terre.

OP Bushfire Assist. En janvier 2020, le gouvernement australien a mobilisé le soutien des forces armées australiennes pour les opérations de sauvetage et de récupération dans le cadre de la crise du feu de brousse qui a touché notamment

trois États de l'Australie, comprenant la Nouvelle- Galles du Sud, le Queensland et le Victoria.

À la suite d'une réunion du Conseil de sécurité nationale début janvier, il a été annoncé que 3 000 soldats (McLaughlin, 2020), pour

la plupart des réservistes de l'armée, et diverses unités et moyens de transport aérien, terrestre et maritime, seraient mobilisés pour soutenir les agences civiles dans la vaste zone des incendies dévastateurs.



Image satellite de la NASA le 7 décembre 2019, montrant les feux de brousse sur la côte est de l'Australie

OP Bushfire Assist Un passé dévastateur

À son pic, plus de 6 500 membres des forces armées australiennes, dont 3 000 réservistes, ont apporté leur soutien dans le cadre d'opérations de secours d'urgence, de réponse et de rétablissement. Il ne s'agissait que d'un effort individuel puisque le monde entier nous a porté assistance en déployant plus de 300 pompiers étrangers (Bird, 2021, p11) qui sont venus combattre les flammes

ainsi qu'une équipe de pompiers français qui a apporté son expertise grâce à l'initiative du président Macron.

Un passé dévastateur. Ce n'est pas la première fois, ces dernières années, que l'Australie est ravagée par des incendies. Il suffit de se pencher sur les 50 dernières années pour connaître les grands feux dévastateurs de la nation. Le 16 février 1983, le mercredi des Cendres (alias « Ash Wednesday »), en un délai de douze heures, plus de 180 incendies attisés par des vents

de 110 km/h ont provoqué une destruction violente dans les États de Victoria et d'Australie-Méridionale. Des années de sécheresse sévère et de conditions météorologiques extrêmes se sont ordonnées pour créer l'un des pires jours d'incendie en Australie depuis un siècle.

Dans l'État de Victoria, 47 personnes ont été tuées. En Australie-Méridionale, 28 décès ont été enregistrés. Ces incendies sont devenus les feux de brousse les plus mortels de l'histoire de l'Australie jusqu'à ceux du samedi noir « *Black Saturday Bushfires* », où, le samedi 7 février 2009, une succession d'incendies ayant ravagé l'État australien de Victoria figurent parmi les pires catastrophes de tous les temps en Australie. Les incendies se sont produits dans des conditions météorologiques extrêmes et ont entraîné la plus grande perte de vies humaines jamais enregistrée en Australie, avec 173 décès. De nombreux survivants se sont retrouvés dans les décombres, sans abri.

« Où est la guerre ? » Ce feu est la guerre de l'Australie en ce moment.

Bien sûr le rôle de l'armée australienne est de défendre l'Australie contre les risques pour la sécurité mais le changement clima-

tique est-il donc un tel risque ? Après l'atténuation de la menace d'urgence à grande échelle, on se demande maintenant si les forces armées australiennes doivent être réorganisées pour faire face au risque de sécurité nationale et aux catastrophes naturelles qui découlent du changement climatique, tant en Australie que dans sa région proche. Il est clair que le succès de l'Opération « *Bushfire Assist* » a montré que l'armée peut contribuer plus qu'avec des « bottes sur terre », des dispositifs dans le ciel et des sauvetages « en tête de pont ». Ces compétences pourraient certainement être mises à profit pour relever les défis posés par les incendies et certes il existe peu d'organisations aussi efficaces pour interpréter les risques. L'armée peut aider en prenant en compte les connaissances et l'expérience des pompiers des États. Aucune organisation australienne n'est mieux placée que les forces armées pour développer une réponse effective à cet enjeu.

L'Australie est le continent habité le plus sec du monde.

Le territoire abrite la biodiversité la plus riche de la planète et la plus ancienne culture humaine encore en activité. Ces incendies ont montré l'importance de



combiner les techniques traditionnelles des peuples aborigènes et indigènes du détroit de Torres, notamment le brûlage à froid et les feux contrôlés aux approches modernes. Serait-ce suffisant pour lutter contre le changement climatique en Australie ?

Le déclin de la biodiversité. On observe que les incendies ont également mis en lumière le fait que les lois de protection et de conservation sont peu nombreuses, ce qui rend la faune et la flore vulnérables dans un contexte de déforestation, de développement et de changement climatique.

Le déclin de la biodiversité

Plusieurs mois après l'extinction des flammes des feux de brousse de 2020, les estimations du nombre d'animaux indigènes tués continuent de croître, alors que celui des animaux sauvages survivants demeure largement inconnu.

L'Australie a le taux d'extinction de mammifères le plus élevé au monde (Woody, 2020). Parmi les espèces de mammifères inscrites sur la liste des priorités post-incendie du gouvernement australien, la majorité sont des marsupiaux, avec des populations en déclin et dont l'habitat chevauche la zone touchée par les feux de brousse.

Dans toute l'Australie, selon les experts, au moins 30 000 koalas (Woody, 2020) sont morts dans les incendies. Contrairement à l'attention des médias sur la situation critique des koalas, le statut du wombat a été largement négligé. Des semaines après les incendies, les wombats qui ont survécu aux flammes mourraient de faim et de soif.

On estime que des milliers de wombats (Woody, 2020) ont trouvé la mort.

Il est clair que des efforts supplémentaires seront nécessaires pour nous adapter et nous protéger face au changement climatique.



AGIR MAINTENANT

La présence sur le terrain est une chose, mais le développement d'une stratégie globale pour protéger les Australiens et leur faune et leur flore de ces catastrophes en est une autre. Pour commencer au niveau du gouvernement australien, près de 1,3 milliard d'euros a été consacré à la reconstruction suite aux feux de brousse, en soutenant les communautés locales pour rétablir les écosystèmes, protéger la faune et améliorer la gestion des terres.

lables : près d'un foyer australien sur quatre est doté de panneaux solaires en faisant de l'Australie le pays qui en utilise le plus dans le monde entier (Lovasoa, 2021).

L'Australie est loin d'être à l'abri des crises humanitaires provoquées par des conditions climatiques extrêmes. En particulier, les feux de brousse ont ravagé certaines régions de l'Australie au cours de l'histoire récente, provoquant chaos et destruction, et



La Création d'une Agence nationale de reconstruction et d'aide à la résilience viendra compléter ce dispositif en 2021 (Bird, 2021, p11). Consciente que le changement climatique constitue la plus grande menace à long terme, entre 2020 et 2025, l'Australie s'est engagée à contribuer à hauteur de près de 1 milliard d'euros aux fonds pour aider notamment les voisins de la région Indo-Pacifique à déployer des énergies renouvelables et à se protéger face au changement climatique. Les Australiens sont à la pointe des énergies renouve-

emportant la vie de nombreux innocents ainsi que la flore et la faune cruciales à son écosystème unique.

Il est clairement nécessaire de disposer d'une capacité nationale de réponse professionnelle aux catastrophes sur demande en plus des pompiers volontaires. Si ces incendies sont comme une guerre, alors seule une organisation qui peut être en mesure de rédiger un plan pour nous garder



Références :

1. Bird, G., « Comment l'Australie a tiré les leçons des incendies de 2020 », Les Echos, p. 11, publié le 1er fév. 21.

2. Lovasoa, A., « L'Australie vient de battre un record consacré aux panneaux photovoltaïques », FZN, publié le 24 mai 21, < <https://www.fredzone.org/australia-record-panneaux-photovoltaïques-4334>>.

3. McLaughlin, A., « Operation Bushfire Assist : The Australian Defence Force Responds » Defense.info, publié le 13 jan. 20, vu le 18 mai 21, < <https://defense.info/global-dynamics/2020/01/operation-bush-fire-assist-2019-2020/>>.

4. « Operation Bushfire Assist Concludes », Department of Defence Ministers, Department of Defence, publié le 26 mars 20, vu le 18 mai 21.

5. Sear, T., « Bushfires are Australia's war and that means we need a battle plan », ABC News, publié le 6 fév.

6. Woody, T. « Koalas and other marsupials struggle to recover from Australia's bushfires », National Geographic, publié le 17 juil. 20, vu le 18 mai 21, <<https://www.nationalgeographic.com/animals/article/australia-marsupials-struggling-after-fires>>

tous en sécurité devrait être déployée. L'armée est capable de le faire en concevant une réponse rapide dans des conditions difficiles, que ce soit en période de conflit ou de crise humanitaire. Toutefois, si l'armée ne remplit pas ce rôle, le gouvernement devra disposer de cette capacité dans le secteur public.

Donc, l'Australie, avec d'autres pays du monde, prend les bonnes résolutions pour ralentir ou neutraliser les effets du changement climatique. Il s'agit d'un investissement économique dans les nouvelles technologies, de disposer d'une capacité efficace de réponse et de sauvetage, et de reformuler les lois de protection et de conservation de la biodiversité pour le bénéfice de tous.





Commandant Dean Kachab, Australie

Je m'appelle Dean et je viens d'une ville appelée Brisbane, vers le milieu de la côte est de l'Australie, dans le Queensland. J'ai 42 ans et je suis marié à Briony. Nous avons trois enfants ; une fille et deux garçons, qui nous occupent beaucoup. J'aime faire du jogging, du vélo et surtout passer mon temps avec ma famille. En fait, nous faisons tout ensemble.

Je me suis engagé dans l'armée de Terre en 2005 après avoir travaillé dans le secteur de l'industrie privée pendant 4 ans. J'ai déjà déménagé plusieurs fois en Australie et deux fois à l'étranger incluant une opération extérieure.

J'ai fait mes études dans l'ingénierie aérospatiale à l'université et en 2010, j'ai également complété un master en ingénierie science. Mon domaine est l'ingénierie et donc, globalement, je suis officier de l'appui logistique et technique soutenant les unités qui mènent des hélicoptères ou des engins techniques.

J'ai toujours travaillé avec des appareils provenant de France que ce soit dans le secteur militaire ou dans le secteur commercial. Mon dernier poste avant mon arrivée en France à l'École de guerre était responsable du projet de rénovation de la flotte d'hélicoptères de combat de l'armée de Terre.

Lieutenant-colonel Jake Brittingham, armée de l'Air américaine

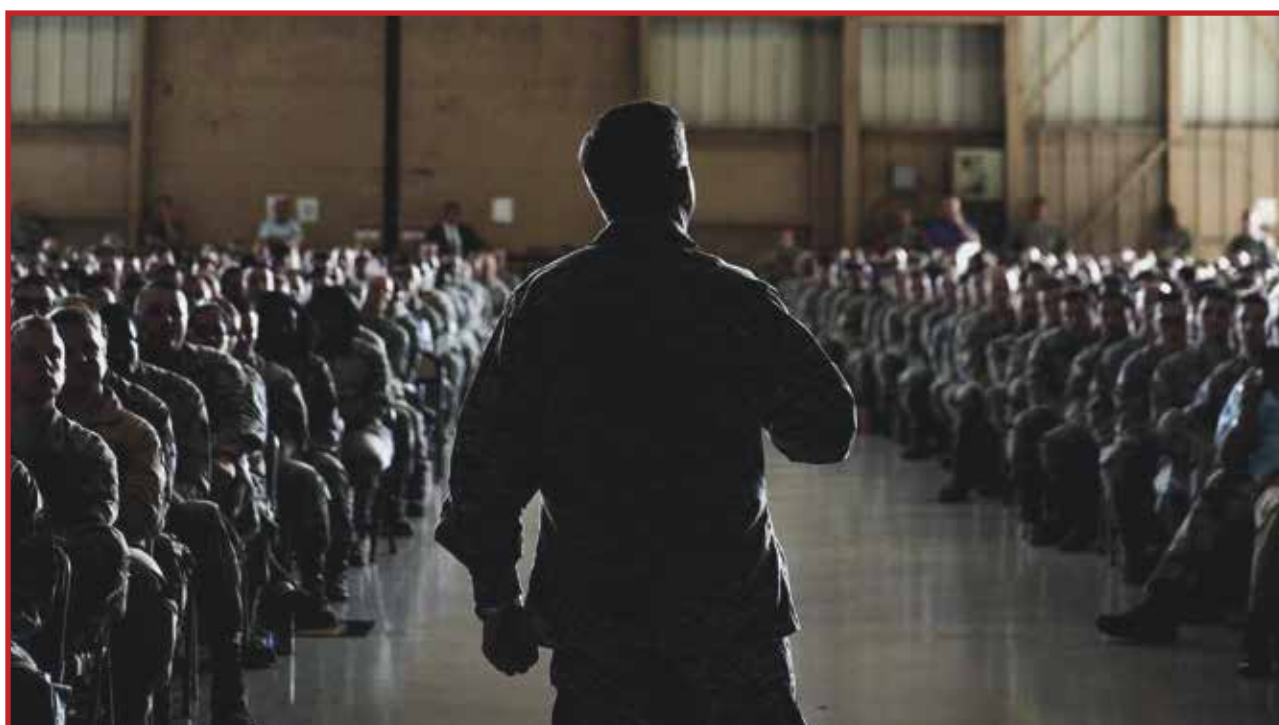
CONSIDÉRATIONS SUR LE LEADERSHIP AU 21^{ÈME} SIÈCLE

« Le leadership c'est l'art de faire faire à quelqu'un quelque chose que vous voulez voir fait, parce qu'il a envie de le faire. »

Général Dwight D. Eisenhower, Ancien Général des forces armées et
34^{ème} président des États-Unis

A quel domaine appartient le leadership ? Est-il une science, ou est-il un art ?

La science est une technique alors que l'art nous offre plus de liberté d'interprétation. D'une part, les domaines techniques profitent de protocoles fixes vérifiés par les lois de la nature et utilisés pour découvrir de nouveaux principes fondés sur le même point de départ que les fondamentaux existants. Ce champ de savoir est rigide, facilement prouvé ou disputé par une arithmétique définitive, et cette précision et technicité facilitent la croissance exponentielle de la technologie. D'autre part, chez les artistes, la liberté créative n'est soudée ni par des règles strictes ni par des protocoles concrets. Il existe plutôt des vérités et limitations concernant les matériaux et les couleurs (les ressources) et certaines techniques éprouvées par les artistes possédant la capacité de s'exprimer librement et de mener leurs œuvres d'une façon qu'ils considèrent appropriée (la mission).



Dans ce contexte, le leadership se présente clairement comme de l'art. Les officiers militaires sont guidés par des ordres ou des régulations imposés par les États-Majors ou le ministre de la Défense qui définissent normalement des objectifs finals pour achever une stratégie. À l'exception des règles concernant la sanction et la gestion du budget gouvernemental, ces régulations tendent à être ambiguës, donnant aux officiers une marge de manœuvre pour mener leur effectif, leurs ressources, et leurs missions. On trouve rarement des protocoles dans ces domaines et les officiers doivent prendre des décisions permettant le

les supérieurs qui attribuent des tâches à leurs subordonnés afin de développer leur capacité en vue de plus de responsabilités dans l'avenir. Ce développement des leaders militaires est effectif quand les leçons sont adaptées à l'environnement opérationnel actuel. Chaque génération possède ses propres défis et développe les méthodes et les théories pour les résoudre, mais on témoigne aujourd'hui d'un changement sans précédent dans le domaine humain et celui de la technologie. Parmi les domaines primaires exigeant l'attention d'un commandant comme la mission, l'effectif, les ressources, et l'amélioration de l'organi-



bon fonctionnement et le bien-être de leur organisation. Les décisions de ces derniers soit contribuent au succès de leurs unités, soit provoquent leur échec.

Le Petit Larousse (2021) définit le leadership comme « *Fonction de leader ; position dominante.* » Ce texte ne précise pas la définition puisque, comme déjà discuté au-dessus, il n'existe pas de mode d'emploi. Cette compétence nous arrive avec l'expérience et non pas la lecture. Les œuvres des experts comme Simon Sinek, Brené Brown, et Dale Carnegie, parlent des outils à considérer, mais un leadership effectif n'est possible que grâce aux opportunités données par

sation, deux éléments critiques défient les officiers du 21^{ème} siècle : les peuples et l'innovation.

« *Le leadership c'est l'art de faire faire à quelqu'un quelque chose que vous voulez voir fait, parce qu'il a envie de le faire.* »

Général Dwight D. Eisenhower, Ancien Général des forces armées et 34^{ème} président des États-Unis

Les commandants, à chaque niveau de leadership, sont obligés de créer un fondement de discipline et des attentes. Cela peut s'appliquer à base de phrases

motivantes ou de slogans forts, mais ce ne sont que des mots et l'officier ne peut pas se fier aux expressions pour gérer l'organisation. Il s'agit plutôt d'actions quotidiennes de l'officier, son intégrité, et sa capacité à se connecter avec le personnel. L'établissement du rapport avec le groupe est essentiel pour gérer une armée aujourd'hui. Cette nouvelle génération a grandi dans un environnement d'inclusion, d'acceptation, et de tolérance, et ces idéaux touchent désormais les rangs militaires. Plusieurs sociétés sont déjà touchées par les grands mouvements comme l'égalité des genres, l'acceptation de l'homosexualité, et l'élimination du racisme

les sous-officiers possèdent l'envie de suivre l'officier dans n'importe quelle situation et suivent ses ordres.

Cette tâche n'est pas donnée à tout le monde. Certains sont déjà dotés de charisme, de patience, et d'instinct de la capacité à lire des émotions, d'autres doivent sortir de leur zone de confort.

le fondement de la réputation d'un officier est son intégrité. Il faut que l'on se présente et se comporte selon l'image que l'on souhaite refléter dans l'organisation. Soyez en forme, portez la tenue convenablement, et



systémique et la nouvelle génération, qui a passé son adolescence dans cet environnement, a appris à s'exprimer et à se manifester pour les défendre. Ce comportement n'est pas acceptable dans l'armée et on doit certainement respecter la discipline militaire pour maintenir l'obéissance entre l'officier et ses soldats, mais un officier sage apprécierait les racines des soldats et en profiterait pour établir une relation. Dans ce contexte, l'officier doit pratiquer l'art du leadership pour s'assurer que les militaires de rang et

maîtrisez les règles et suivez-les. Sachez que l'unité regarde toujours l'officier avec des yeux critiques. Maîtrisez la mission. Participez à la formation et à l'exécution des missions. Soyez exemplaire. Si on passe devant des déchets dans le couloir sans les ramasser, on donne la permission à l'unité entière de les laisser par terre et ce comportement aura une incidence sur toutes leurs autres fonctions. Soyez

présent, Ne vous cachez pas derrière votre bureau, flânez dans les couloirs plusieurs fois par jour et parlez avec les soldats. Déjeunez avec les militaires du rang et sous-officiers pour apprécier leur qualité de vie.

Connaissez les anniversaires de tout le monde et prenez le temps de leur envoyer une note écrite à la main. Prendre soin du groupe demande énormément de temps, mais est gratifiant. L'établissement du rapport avec l'unité est un équilibre précis.

L'officier n'est pas leur ami. Il faut garder l'autorité tout en se montrant accueillant et abordable pour tenir la structure militaire. Les soldats profiteront d'un officier faible et de celui qui est trop amical. La clef se trouve dans la communication. Utilisez les petits engagements dans le couloir pour vérifier la santé de l'organisation. On peut rigoler légèrement avec les soldats pour percevoir leur sens moral, évitant et décourageant les sujets sensibles et inappropriés, ensuite se retirer avant la fin de la conversation pour les laisser la finir eux-mêmes. Quittez le bureau avec un problème à résoudre et discutez avec des sous-officiers, en sollicitant leurs solutions. Honorez les succès des individus en public. Disciplinez en privé conformant aux règles et assurez la réhabilitation.

leur formation.

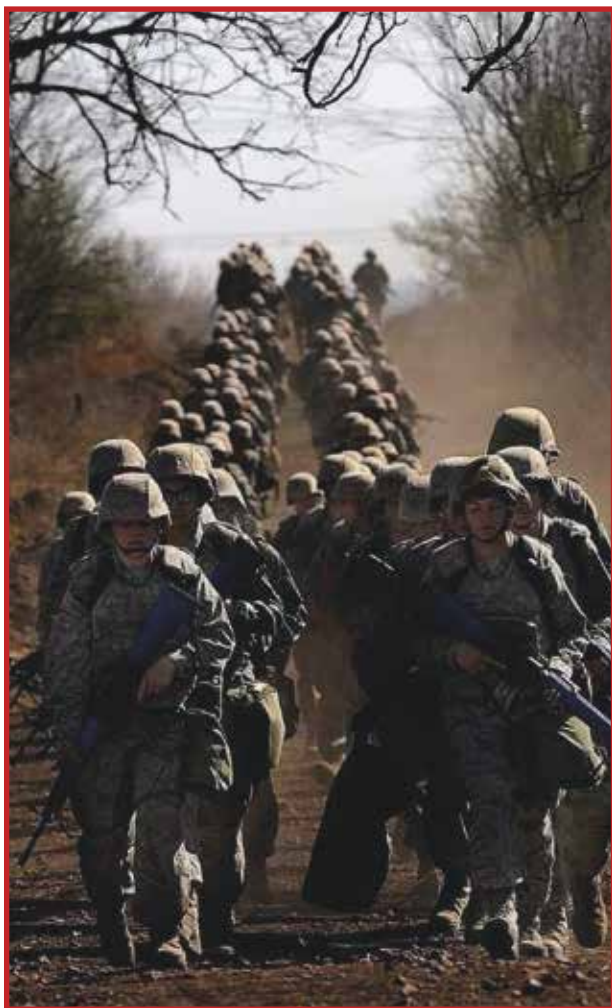
Pour les officiers, l'innovation n'est pas une option, plutôt une obligation. Les armées du monde ont des ressources, des fonds, et des capacités différentes, mais les limites de ces catégories n'excusent pas le manque d'esprit innovant. L'innovation ne se définit pas nécessairement par les technologies telles que la réalité virtuelle, l'intelligence artificielle, la capacité nucléaire, ou les armements de la prochaine génération. L'innovation vient quand une idée, mise en pratique, améliore le moral, le bien-être, et la capacité de l'organisation d'exécuter sa mission. Cela peut être simplement un changement de règlement ou de processus. La meilleure source d'innovation est aussi la plus importante ressource dans l'orga-

« *L'innovation distingue clairement le leader du suiveur.* »

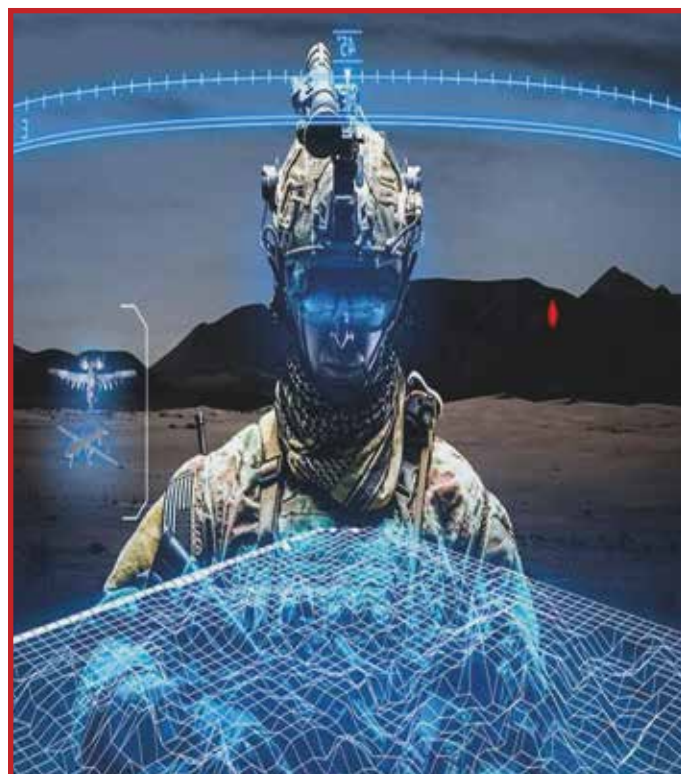
Steve Jobs, Fondateur d'Apple

Le forum hors-de-prix pour communiquer avec l'unité, c'est le réseau social. Si l'organisation ne dirige pas un compte privé sur les plus grands réseaux (Facebook, Instagram), accessible aux effectifs, on se prive d'un outil pour diffuser les messages stratégiques. Tous les soldats détiennent des comptes, ils veulent tous s'y voir célébrés et ils les consultent à chaque pause de la journée. Le leader peut profiter de ces occasions en lançant des posts sur le réseau social, partageant les images de l'unité et les messages stratégiques. Ultime, l'objectif est d'assurer leur continuation dans l'armée. Si cette génération se sent appréciée, elle aura l'envie d'exécuter la mission et restera dans l'armée longtemps, et le gouvernement recevra un grand retour d'investissement de

nisation – le personnel. Cet article s'est approché du comportement et des sentiments de la nouvelle génération de soldats, mais plusieurs s'engagent dans l'armée en maîtrisant déjà les ordinateurs et la programmation logicielle, et ils possèdent également la capacité de pensée critique. Les soldats ont grandi avec les ordinateurs, les jeux vidéo, et les portables et ils préfèrent apprendre, se former et travailler avec ces appareils. Ils ont appris à les intégrer à leur quotidien pour raffiner la qualité de la vie. Le leader doit créer un environnement où il peut récolter ces idées. Encouragez-les à présenter leurs idées, écoutez-les attentivement, et octroyez-leur des ressources pour réaliser leurs idées qui amélioreront l'organisation. Ne manquez pas une oppor-



Le mérite de ces opportunités est fondé sur la performance précédente des officiers qui ont gagné la confiance de leurs supérieurs. Le contexte de la génération s'engageant aujourd'hui et les défis de la sécurité internationale obligent les officiers à écouter, réfléchir d'une manière critique, et à promouvoir l'innovation.



tunité qu'elle soit grande ou petite. Plantez la graine et veillez-la pour voir si elle pousse. La quête du pouvoir mondial et la nécessité pour se défendre exigent que les armées du monde gardent le pas dans ce domaine. L'écrivain Victor Hugo a dit « Il existe une chose plus puissante que toutes les armées du monde, c'est une idée dont l'heure est venue.

« Un officier qui refuse d'être innovant ou de développer sa pratique devrait considérer un autre métier ou changer sa position concernant l'innovation pour être effectif dans le secteur de la défense ».

Le leadership prend toujours la forme d'un art, guidé par des règles vagues qui donnent aux officiers la liberté de mener leur unité dans la direction qu'ils jugent appropriée et dans le meilleur intérêt de leur organisation.



Plusieurs aspects de leadership existent, chacun méritant des discussions complètes.

**« Il existe une chose plus
puissante que toutes
les armées du monde,
c'est une
idée dont l'heure est venue »
Victor Hugo**

Par exemple, cet article ne s'adresse ni au management des ressources ni à l'exécution de la mission, il cherche plutôt à souligner les dynamiques cachées qui mettent au défi les officiers menant les organisations militaires. Cet article suggère que si le meneur réussit à se connecter avec l'effectif et facilite un environnement où les idées sont exprimées librement dans l'intérêt de l'innovation, les membres se sentiront fiers dans l'organisation et posséderont l'envie d'accomplir leurs tâches et exécuteront la mission.



LCL Jake BRITTINGHAM, Armée de l'Air des États-Unis

Je suis né en Californie mais j'ai grandi à Las Vegas où j'ai commencé ma carrière comme militaire du rang. Grâce à ma détermination envers mes études universitaires pendant mon temps libre, après 3 ans, j'ai été sélectionné pour un programme pour devenir officier. J'ai fini mes études à l'université de Maryland, diplômé en mathématiques, et j'ai recommencé ma carrière dans les rangs des officiers.

Je suis formé en pilotage d'hélicoptères avec de l'expérience dans ceux de type UH-1H, UH-1N, HH-60G, CV-22, et TH-1H.

J'ai participé à des missions de sauvetage au combat en Iraq, et également à des missions humanitaires aux États-Unis.

Je suis aussi formé dans les relations internationales, spécialisé dans les pays africains. J'ai employé cette expertise en servant comme conseiller au siège d'AFRICOM à Stuttgart, en Allemagne, où j'étais le chef du Bureau pour les programmes de coopération sécuritaire entre les États- Unis et l'Algérie.

Mon expérience dans les États- Majors comprend celle des Forces Spéciales Aériennes. Entre 2018 et 2020, j'ai commandé le plus grand escadron d'hélicos de l'armée de l'Air américaine, avec un effectif de 500 personnes et de 28 hélicos pour la mission de la formation primaire de pilotage.

L'armée américaine a déjà projeté un changement dans ma carrière. Je travaillerai en tant qu'attaché militaire après l'École de guerre. L'expérience ici à Paris va sûrement me préparer pour le prochain chapitre de ma carrière.

Capitaine de frégate Jochen Esser, Marine allemande

LA VIE DU COMTE « VON CLAUSEWITZ » - ET SES THÉORIES DE LA GUERRE -

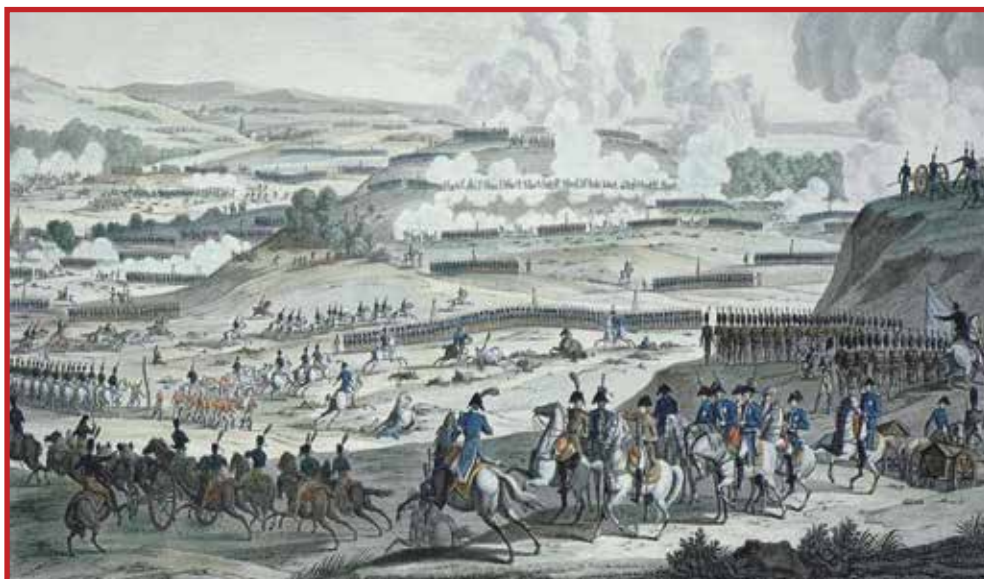
Qui était ce comte ? - un profil court ... très court -

Le comte Carl von Clausewitz était un général de division prussien, réformateur de l'armée et éthicien militaire qui, en plus de ses nombreux écrits, est devenu particulièrement connu pour son vaste travail « Vom kriege ». À ce jour, le travail de Carl von Clausewitz est à la base de la formation de beaucoup d'officiers, pas seulement des forces armées européennes.

Sa vie et son travail - maintenant plus en détail -

En 1780 Carl Philipp Gottlieb Clausewitz est né à Burg, le troisième fils de ses parents non aristocratiques. Bien qu'il ait toujours prétendu être issu d'une famille noble de Haute-Silésie, il n'a été autorisé à utiliser un titre de noblesse qu'en 1827, à une époque où il avait déjà atteint le grade de général de division dans l'armée prussienne. Cependant, ce titre manquant façonnera toute sa vie et influencera toute sa philosophie. Nous verrons cela plus tard ...

Clausewitz est devenu célèbre pour son œuvre principale inachevée « Vom Kriege », qui traite de la théorie de la guerre. Ses théories sur la stratégie, la tactique et la philosophie ont eu une grande influence sur le développement de la guerre dans tous les pays occidentaux et sont encore enseignées dans les académies militaires à ce jour. Elles sont également





l'été 1792, où il est devenu aspirant.

« Le conquérant est toujours pacifique (...) »

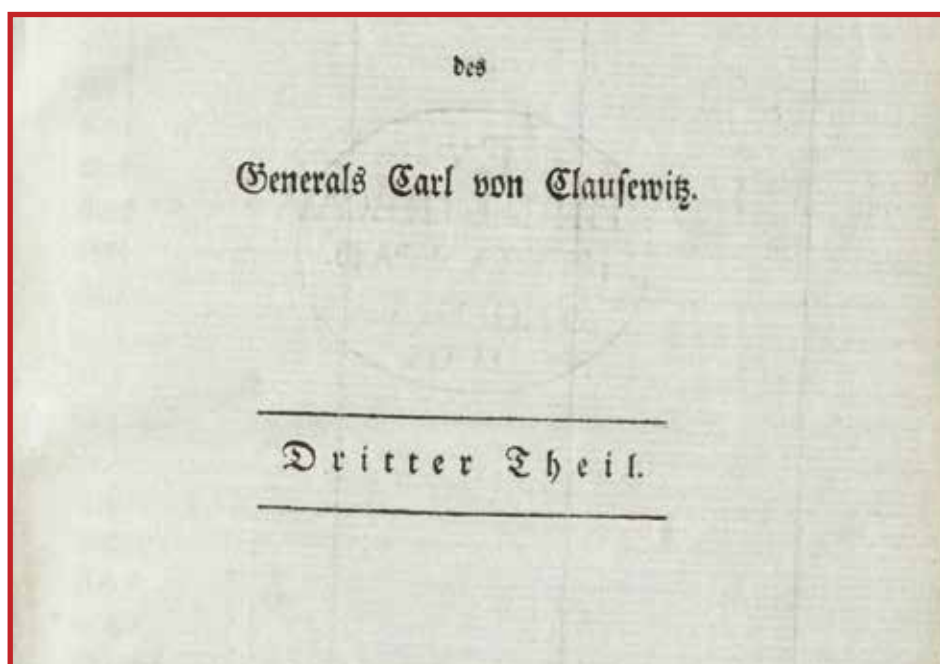
En 1793, le régiment entre dans la première guerre de coalition, où Clausewitz a acquis sa première expérience de guerre à l'âge de 13 ans dans les tranchées pendant le siège de Mayence. S'ensuit une longue campagne sur le Rhin jusqu'à ce que la paix de Bâle mette fin à la guerre pour la Prusse. Après cela, le régiment a été transféré à sa garnison de Neuruppin.

De 1796 à 1801, il y a trouvé le temps de se consacrer à ses études. Il a lu la littérature contemporaine sur la Révolution française, la guerre et la politique, mais a également assisté à des conférences sur la logique et l'éthique.

En octobre 1801, il appartient à la première classe de l'École générale de guerre de Berlin nouvellement fondée par Gerhard von Scharnhorst, grâce aux meilleures lettres de recommandation. Il y a été considérablement influencé par la pensée de

utilisées dans la gestion d'entreprise et le marketing. Jusqu'à l'âge de 12 ans, Clausewitz n'a reçu qu'une éducation très limitée dans une école latine locale.

Grâce aux bonnes relations de son père, qui avait lui-même servi comme officier pendant la guerre de Sept Ans, le fils a pu rejoindre le régiment d'infanterie « Prince Ferdinand » sous le nom « von Clausewitz » au début de



Scharnhorst, qui avait déjà compris les liens entre la politique et la guerre. Il s'est également familiarisé avec les écrits d'Emmanuel Kant dans le cadre de sa formation. En tant que membre de la société militaire, un forum de discussion pour les officiers supérieurs prussiens, il est entré en contact avec les questions les plus urgentes de l'armée à l'époque, et un manuscrit non publié (maintenant connu sous le nom de Stratégie de 1804) atteste qu'il avait déjà travaillé sur la constitution des écrits militaires à ce moment-là.

En 1804, Clausewitz obtient le meilleur diplôme de sa classe et a été ensuite employé comme adjudant du prince August de Prusse. Cela lui a donné accès à la cour et à la haute société, où il a également rencontré sa future épouse Marie von Brühl. L'année suivante, son premier article anonyme a paru dans le magazine « Neue Bellona », qui était dirigé contre le travail de l'écrivain militaire Dietrich Adam Heinrich von Bülow et est considéré comme la première publication de Clausewitz.

En 1806, Clausewitz entra dans la guerre de la quatrième coalition en tant que capitaine d'état-major et adjudant. Après la défaite prussienne à la bataille d'Iéna et d'Auerstedt le 14 octobre 1806, il se rendit avec le bataillon des blessés de Prusse, qui couvrait la retraite, le 28 octobre 1806 dans l'Uckersümpfen Prenzlau de la division Beaumont.

«(...) il aimerait entrer dans notre État tranquillement. »

Il a été amené à Berlin et présenté au prince August Napoléon Ier, qui résidait dans le palais. Dans une conversation courte et condescendante, Napoléon affirma qu'il avait toujours voulu la paix et qu'il ne comprenait pas pourquoi la Prusse lui avait déclaré la guerre ; Clausewitz traduisit plus tard cette affirmation en un bon mot particulièrement apprécié par Lénine : « *Le conquérant est toujours pacifique, il aimerait beaucoup entrer dans notre État tranquillement* ». Clausewitz passa un an en captivité française en 1807, d'abord à Nancy, puis à Soissons et à Paris. Il a analysé la défaite de l'armée prussienne dans ses lettres historiques sur les grands événements de la guerre d'Octobre en 1806. Après son retour, Scharnhorst l'amena à son équipe personnelle en 1809. Dès lors, il a travaillé comme

l'un des réformateurs les plus importants sur la réorganisation de l'armée. En 1810, il fut promu major et fut directeur du bureau de Scharnhorst et enseignant du service d'état-major général et des tactiques. En outre, en tant que professeur particulier, il a également

enseigné aux princes prussiens (y compris au prince héritier et plus tard à l'empereur allemand Guillaume Ier). Comme il n'était pas moralement possible pour Clausewitz de soutenir Napoléon dans

sa guerre contre la Russie en 1812, il quitta l'armée et entra dans les services russes. Il a laissé un mémorandum patriotique à son





ami August Neidhardt von Gneisenau, qui n'a été découvert que dans les années 1930 et publié sous le titre *Confession de 1812*. Il a pris part à toutes les grandes batailles et a joué un rôle de médiateur important dans la Convention de Tauroggen. Mais ... le roi Friedrich Wilhelm III von Prusse a refusé d'accepter le « Déserteur » dans le service prussien. Clausewitz s'est donc tourné vers d'autres forces armées et a participé aux guerres de libération en tant que chef d'état-major d'un corps russe jusqu'à ce qu'il soit autorisé à retourner en Prusse en tant que colonel en avril 1814. Pour son service dans la bataille de Borodino en 1812, il a reçu l'épée d'or de la bravoure en 1819.

En 1815, il participa à nouveau comme chef d'état-major d'un corps prussien à la campagne contre Napoléon, qui aboutit à la bataille de Waterloo. À l'automne 1831, von Clausewitz tomba malade du choléra et retourna à Breslau, où il mourut quelques jours plus tard le 16 novembre 1831 à l'âge de 51 ans. Il a d'abord été enterré à Breslau. En 1971, ses restes ont été enterrés avec ceux de sa femme dans le cimetière de sa ville natale de Burg.

Entre 1832 et 1837, sa veuve Marie von Clausewitz publia les écrits du général à ses frais. Nous traiterons d'un peu plus près ces théories de la guerre dans la suite.

Clausewitz s'est toujours retourné contre ceux qui croient au système et, surtout, contre les créateurs de ce qu'il considère comme un système étatique défectueux. Selon lui, la théorie de la guerre ne pouvait pas être utilisée comme une instruction concrète pour les généraux. Au lieu de cela, il voulait montrer les principes généraux issus de l'étude de l'histoire et de la pensée logique. Même lorsqu'il traitait des choses typiques, il soulignait constamment que ses principes étaient liés à la réalité. Il a déclaré que les campagnes ne pouvaient être planifiées que dans une mesure très limitée, car des influences ou des événements incalculables, appelés «frictions», rendraient inutile toute planification préalable trop détaillée après seulement quelques jours.

Selon Clausewitz, les chefs militaires doivent être en mesure de prendre des décisions sous la pression du temps avec des informations incomplètes, car à son avis « les

« La guerre est donc un acte de violence pour forcer l'adversaire à faire notre volonté »

trois quarts de ces éléments sur lesquels se construit l'action en temps de guerre » sont dissimulés ou falsifiés par un « *brouillard de guerre* ».

de la Wehrmacht, les révolutionnaires de Lénine à Mao et Giáp également les stratégies nucléaires de la guerre froide ont tous lu Clausewitz et travaillé sur ses idées.

Une réflexion paradigmatique ?

Pour Clausewitz, la violence est un moyen utilisé en temps de guerre pour atteindre des fins politiques. Le célèbre dicton de Carl von Clausewitz selon lequel la guerre est la simple continuation de la politique par d'autres moyens est une formulation paradigmatique de l'idée que la violence peut être un instrument rationnel de la politique. Déclarée dans le monumental traité « Vom Kriege », sur lequel Clausewitz a travaillé pendant plus d'une décennie et qu'il n'a pas pu achever en raison de sa mort prématurée en 1831, cette idée a eu un impact considérable dans la seconde moitié du

Mais cette théorie archaïque de von Clausewitz est-elle même transférable aux temps modernes, à notre temps présent ?

La réflexion de Carl von Clausewitz sur la guerre est paradigmatique pour un dogme de la violence en politique. Après que les chefs militaires bien connus ont été guidés par von Clausewitz et sa théorie jusqu'après la Seconde Guerre mondiale, dans les années 1990 et 2000, la conviction s'est répandue que la pensée de Clausewitz sur la guerre appartenait à une époque révolue et avec lui les « nouvelles guerres » après la fin du conflit Est-Ouest. On disait que Clausewitz avait fait son temps.



Une théorie dépassée ? Ou encore moderne ?

XIX^{ÈME} et surtout au XX^{ÈME} siècle influence la pratique ainsi que la théorie de la guerre. Les commandants allemands et français de la Première Guerre mondiale, les généraux

On a fait valoir que la guerre ne pouvait pas du tout être une continuation de la politique, de sorte que l'ensemble du cadre conceptuel que Clausewitz décrit

dans ses écrits ne pouvait plus être utilisé. Chez von Clausewitz, la politique est assimilée exclusivement à l'action de l'État. Étant donné que les acteurs « privés », c'est-à-dire non étatiques, jouent un rôle central dans les nouvelles guerres après la fin du conflit Est-Ouest (comme un exemple), les nouvelles guerres ne peuvent être considérées comme une continuation de la politique. Cela vaut aussi pour la logique d'action. Puisque les nouvelles guerres ne sont pas motivées par des intérêts politiques traditionnels, mais alternativement par la cupidité ou la haine, elles ne peuvent pas être appréhendées avec la théorie de la guerre de Clausewitz.

Le «clausewitz» moderne d'aujourd'hui !

Ces interprétations des écrits de Clausewitz supposent que Clausewitz avait une compréhension dépassée de la politique qui n'est plus applicable aux manifestations contemporaines de la violence organisée. Mais peut-on vraiment supposer que von Clausewitz avait cette liberté de penser ? N'est-ce pas plutôt la généralité de ses thèses qui a encore aujourd'hui cette signification ? N'est-ce pas plutôt cette validité générale avec laquelle nous pouvons bénéficier de ses théories à ce jour ? Depuis la dernière bataille de Napoléon à Waterloo, les formes



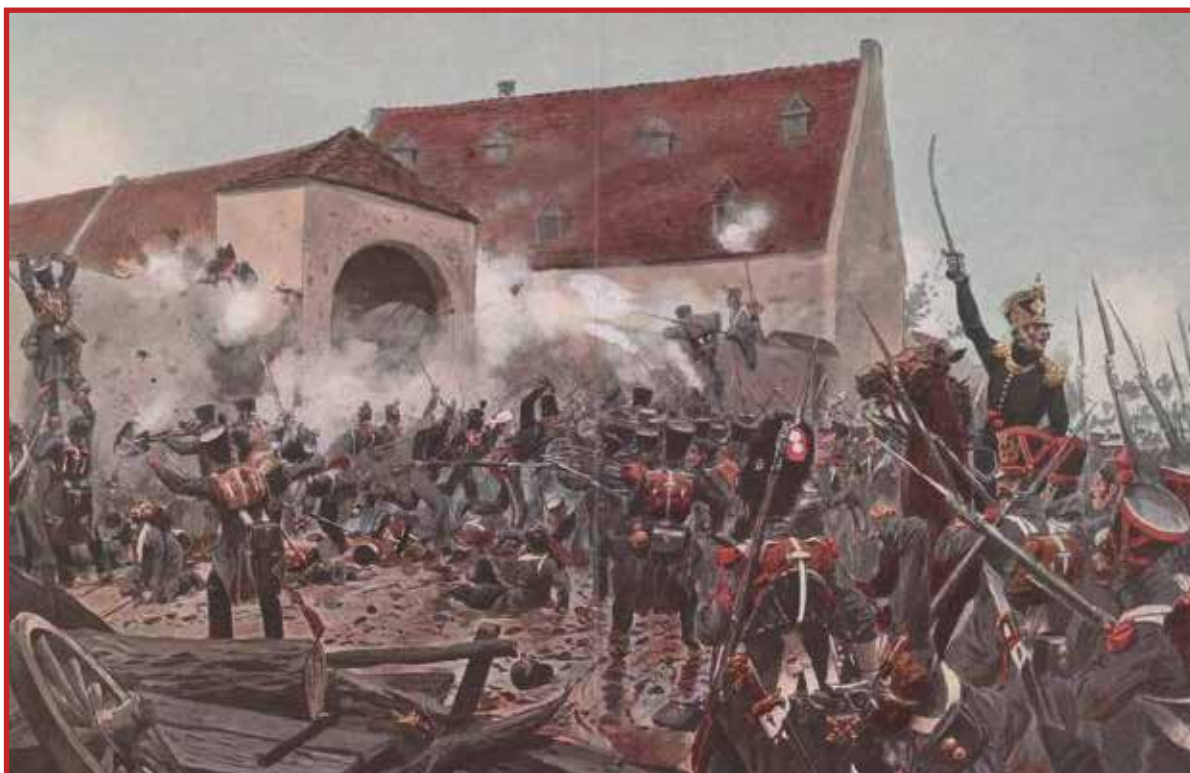
de la guerre ont radicalement changé. Clausewitz ne pouvait pas prévoir exactement comment les nouvelles possibilités de mobilisation politique, la mécanisation de la guerre, l'invention des armes nucléaires ou la numérisation allaient changer la guerre. À chaque étape du changement politique et à chaque innovation technique, certaines idées empiriques des travaux de Clausewitz ont perdu leur validité. Et pourtant, ces changements n'ont pas réfuté Clausewitz car le véritable noyau de sa réflexion est précisément la prise de conscience que les manifestations de la violence politique sont



façonnées par les conditions respectives de leur temps. Mais si la politique consiste toujours à affronter des positions opposées, éventuellement avec violence, l'usage de la force au sens de Clausewitz restera toujours un moyen légitime et ainsi les thèses de Clausewitz pourront être appliquées. Cela vaut certainement pour les « nouvelles guerres » après la fin du conflit Est-Ouest. À ce jour, en plus des États qui restent des acteurs importants, des réseaux terroristes, des chefs de guerre, des organisations criminelles et de nombreuses entreprises s'opposent sur ces champs de bataille. Cela vaut même pour les entreprises privées qui utilisent parfois la violence pour s'affirmer contre la volonté des autres acteurs. À mon avis, les manifestations les plus récentes de la guerre - toujours d'actualité aujourd'hui ! peuvent aussi être interprétées avec Clausewitz. À la suite des longues guerres en Afghanistan et en Irak, la doctrine militaire américaine a changé, en particulier en ce qui concerne ses stratégies et techniques de contre-insurrection, mais au moins dans les descriptions de ses architectes intel-

lectuels, elle opère toujours dans le monde conceptuel clausewitzien de la finalité politique et des moyens militaires.

La guerre « hybride » de la Russie en Ukraine et ailleurs semble également avoir encore des fins politiques et des objectifs stratégiques. Leur particularité résulte avant tout « des moyens de violence utilisés et de leur combinaison créative ». On peut donc certainement approfondir le sens historique de la « guerre » et de la « politique » et ainsi tirer un sens des écrits de Clausewitz pour la politique actuelle. Ces écrits, rédigés avec reconnaissance et conservés pour nous par son épouse, nous guident encore aujourd'hui dans le monde politique et stratégique de la poursuite des intérêts de l'État et des moyens parfois violents employés. Alors ne jetez pas votre livre « Vom Kriege ». Que vous soyez militaire ou chef d'entreprise, vous devriez vous renseigner de temps en temps. Il vous sera certainement d'une bonne aide dans la prise d'une décision ou d'une autre !





Capitaine de frégate Jochen Esser -Allemagne

Je voudrais me présenter brièvement à tous les lecteurs avec les lignes suivantes :

Je suis marié à Theresia et nous avons deux enfants.

Je suis né à Cologne et j'ai grandi en Rhenanie. En 1995, j'ai été appelé pour le service militaire obligatoire. Puis j'ai étudié le droit à l'université de Cologne. Après avoir terminé mes études, j'ai travaillé comme avocat pendant quelques années. J'ai également complété un master en sciences européennes à l'université d'Aix-la-Chapelle en coopération avec l'université de Maastricht.

En 2006, j'ai rejoint les forces armées. J'ai servi dans diverses missions en mer, et sur terre dans mon service précédent.

Plus récemment, j'étais à la tête du contingent allemand de la mission FINUL au Liban.

Après avoir travaillé au ministère de la Défense, j'ai terminé mon poste de commandant de bataillon et de commandant adjoint d'école dans une école militaire avant de venir en France.

LC TABARES G. William, armée de l'Air colombienne

LA COLOMBIE ET SON ÉVOLUTION DANS LA COURSE AÉROSPATIALE

L'espace et son domaine sont aujourd'hui un aspect fondamental comme ligne de conduite pour de nombreux États. Les États, à la recherche de leur défense et de leur évolution, conçoivent des programmes qui leur permettent de développer la science et la technologie afin d'avoir une plus grande indépendance et de pouvoir satisfaire de manière autonome les services satellitaires qu'une tierce personne doit normalement contracter.

La Colombie a commencé sa carrière aérospatiale le 17 avril 2007 lorsqu'une université privée, en partenariat avec d'autres entreprises, parvient à mettre en orbite le premier satellite colombien pour une durée de 34 jours. Ce satellite, connu sous le nom de Libertad 1, a été lancé dans l'espace sur la fusée Dnepr 2 depuis le cosmodrome de Baïkonour, au Kazakhstan en Asie centrale à 10h10 le 17 avril, à près de 800 kilomètres de la terre.



façonnées par les conditions respectives de leur temps. Mais si la politique consiste toujours à affronter des positions opposées, éventuellement avec violence, l'usage de la force au sens de Clausewitz restera toujours un moyen légitime et ainsi les thèses de Clausewitz pourront être appliquées. Cela vaut certainement pour les « nouvelles guerres » après la fin du conflit Est-Ouest. À ce jour, en plus des États qui restent des acteurs importants, des réseaux terroristes, des chefs de guerre, des organisations

La guerre « hybride » de la Russie en Ukraine et ailleurs semble également avoir encore des fins politiques et des objectifs stratégiques. Leur particularité résulte avant tout « des moyens de violence utilisés et de leur combinaison créative ». On peut donc certainement approfondir le sens historique de la « guerre » et de la « politique » et ainsi tirer un sens des écrits de Clausewitz pour la politique actuelle. Ces écrits, rédigés avec reconnaissance et conservés pour nous par son épouse, nous guident encore



criminelles et de nombreuses entreprises s'opposent sur ces champs de bataille. Cela vaut même pour les entreprises privées qui utilisent parfois la violence pour s'affirmer contre la volonté des autres acteurs. À mon avis, les manifestations les plus récentes de la guerre - toujours d'actualité aujourd'hui ! peuvent aussi être interprétées avec Clausewitz. À la suite des longues guerres en Afghanistan et en Irak, la doctrine militaire américaine a changé, en particulier en ce qui concerne ses stratégies et techniques de contre-insurrection, mais au moins dans les descriptions de ses architectes intellectuels, elle opère toujours dans le monde conceptuel clausewitzien de la finalité politique et des moyens militaires.

aujourd'hui dans le monde politique et stratégique de la poursuite des intérêts de l'État et des moyens parfois violents employés. Alors ne jetez pas votre livre « Vom Kriege ». Que vous soyez militaire ou chef d'entreprise, vous devriez vous renseigner de temps en temps. Il vous sera certainement d'une bonne aide dans la prise d'une décision ou d'une autre !

Il s'agit d'un espace de travail avec les conditions nécessaires pour développer en toute sécurité, du point de vue environnemental, des tâches d'intégration de systèmes, de préparation de dispositifs, de composants et de systèmes (nécessaires pour effectuer des essais).

Au cours de l'année 2017 et du second semestre 2018, toutes les démarches d'enregistrement du satellite ont été effectuées auprès des entités nationales et internationales. C'est ainsi que l'OFAES a envoyé une notification à l'Office des Nations unies pour les affaires spatiales extérieures (UNOOSA), dans le but d'enregistrer le satellite en tant que colombien.

D'autre part, une fois les paramètres de lancement obtenus par l'agence spatiale indienne, le Centre des opérations spatiales JSPoC, un organe conjoint du département américain de la Défense et chargé de suivre tous les objets en orbite autour de la terre, a dû enregistrer dans sa base de données les paramètres orbitaux du lancement futur du FACSAT-1 afin qu'en cas de risque de collision, le lieu et le moment exacts du lancement dans l'espace du satellite puissent être modifiés en temps utile.

« Un contrôle permanent »

Actuellement, l'EMAVI, par l'intermédiaire du CITAE, maintient un contrôle permanent des communications avec le FACSAT-1 à partir de la station de commandement et de contrôle, qui assure le suivi et la vérification de son fonctionnement par des officiers, des sous-officiers et des cadets. Depuis son opération initiale, un contrôle quotidien et rigoureux du statut opérationnel du satellite est effectué. Des instructions sont transmises au moyen de commandes cryptées et en recevant des images satellites du territoire colombien et de différentes parties du monde où le satellite a effectué ses passages. Compte tenu de ses caractéristiques en tant que plate-forme d'orbite polaire, ces images ont été prises de manière oblique et verticale, et on s'attend à court terme à ce que le post-traitement de ces produits contribue à évaluer et à surveiller le territoire colombien et différents aspects socio-économiques.

De même, d'un point de vue technique, les connaissances acquises dans les formations effectuées ont été mises en pratique par la gestion du statut de la plate-forme satellite à partir de la station terrestre, par l'analyse des données relatives à la gestion de l'énergie, au contrôle d'attitude, à la réception des données sur la fréquence allouée et à la maintenance des équipements de réception au sol afin de maintenir les 24 heures en service dans la station terrestre. De même, le développement de l'expertise nécessaire au personnel des opérateurs du projet a été réalisé grâce au fonctionnement constant du logiciel de contrôle, qui travaille avec le système d'exploitation Linux.

« Le résultat de grands efforts de multiples entités.»

Tous ces aspects techniques et opérationnels liés au fonctionnement du satellite et à l'expérience acquise par les opérateurs ont permis la génération de doctrine spatiale qui servira de référence pour les développements projetés par la FAC à court et moyen terme. On estime de 3 à 5 ans la durée de vie de l'opération du FACSAT-1 pour laquelle, une fois sa phase de normalisation des procédures terminée, une phase d'offre de produits sera lancée pour les intégrer dans le développement d'activités de recherche découlant du projet macro, des activités de formation avec les cadets de l'EMAVI, et mise en œuvre avec les partenaires externes et dirigés par des chercheurs du CITAE. Le FACSAT-1 est le résultat de grands efforts de multiples entités qui ont vu le lancement du premier satellite de la FAC et le seul en exploitation actuelle en Colombie se matérialiser après 12 ans. Sa conception, sa validation, sa gestion de l'enregistrement et du lancement ainsi que sa mise en service ont donné lieu à un nouveau domaine de développement sur le thème spatial du pays en termes de mécanique orbitale, de missions

spatiales, d'ingénierie des systèmes, de distance sensorielle, d'utilisation de logiciels satellitaires, entre autres sujets, permettant d'acquérir des compétences scientifiques et technologiques pour générer de nouvelles connaissances, en développant la doctrine du fonctionnement et de la maintenance des satellites en orbite, non seulement au niveau de la mission, mais aussi des sous-systèmes techniques qui le composent.



Lieutenant-Colonel Tabares G. William - Colombie

Je suis né en Colombie le 9 mars 1981, et je suis entré à l'Académie de l'armée de l'Air à 18 ans, après avoir décidé d'abandonner mes études d'ingénieur à l'université pour poursuivre ma carrière militaire et j'ai obtenu mon diplôme de pilote de chasse à 21 ans. J'ai été instructeur de vol, formant plus de 40 élèves pilotes de chasse et je totalise environ 10.000 heures de vol. J'ai une maîtrise en sécurité opérationnelle et je fais partie du comité scientifique colombien pour la recherche antarctique dans mon pays. J'ai épousé Andrea Mariño à 27 ans ; nous avons deux enfants qui sont avec nous pour avancer leurs études à l'école primaire ici dans la ville de Paris, pour commencer à apprendre la langue.

Lors de mes affectations militaires, j'ai été pilote pendant 4 ans dans le programme ABD « *Air bridge Denied* » avec les États-Unis d'Amérique. Il s'agit d'un programme de coopération internationale visant à intercepter les avions de trafic de drogue qui transportent des alcaloïdes entre le Venezuela et l'Amérique centrale. Mon dernier travail de pilote avant d'arriver à Paris était d'être pilote pour le président de la République et sa famille.

Mon atout principal est le travail en équipe, je suis très méthodique et passionné dans tout ce que je réalise.

Commandant Hafda Prima AGUNG, armée de Terre indonésienne

LE RÔLE DE L'ARMÉE INDONÉSIENNE FACE AUX CATASTROPHES NATURELLES

L'Indonésie se trouve dans le Sud-Est du sous-continent asiatique. Elle est située entre l'Asie et l'Océanie et le long des principales voies maritimes de l'océan Indien et de l'océan Pacifique, ce qui lui offre une position très stratégique dans le monde.

L'Indonésie est le plus grand archipel du monde avec plus de 17 508 îles, dont 6 000 sont habitées. Elle s'étend sur plus de 5 000 km d'ouest en est, et sur environ 1 800 km du nord au sud. Sa taille, son climat tropical, et le fait qu'elle est un archipel, donnent au pays le statut de troisième zone de biodiversité du monde.



Menacée par les catastrophes naturelles

Bien qu'elle ait une position très stratégique, elle est l'une des régions du monde la plus exposée aux catastrophes naturelles. Elle se trouve entre les trois plaques tectoniques du monde, à savoir la plaque océanique indo-australienne, la plaque océanique pacifique et la plaque continentale eurasiennne. Le mouvement de ces plaques tectoniques dans la région, cinq à six centimètres par an, provoque des tremblements de terre et des tsunamis, qui sont des sujets d'actualité souvent discutés ces dernières années à la fois dans le monde et sur les réseaux sociaux en raison de l'ampleur des conséquences. En 2004, plusieurs pays en Asie du sud-est ont été secoués par un tremblement de terre dans les profondeurs de l'océan Indien qui a entraîné un fort tsunami, tuant 167 000 personnes en Indonésie (principalement à Aceh) et provoquant le déplacement de plus d'un demi-million de personnes alors que des milliers de maisons ont été endommagées par l'eau de mer.

Bien qu'elle ait une position très stratégique, elle est l'une des régions du monde la plus exposée aux catastrophes naturelles. Elle se trouve entre les trois plaques tectoniques du monde, à savoir la plaque océanique indo-australienne, la plaque océanique pacifique et la plaque continentale eurasiennne. Le mouvement de ces plaques tectoniques dans la région, cinq à six centimètres par an, provoque des tremblements de terre et des tsunamis, qui sont des sujets d'actualité souvent discutés ces dernières années à la fois dans le monde et sur les réseaux sociaux en raison de l'ampleur des conséquences. En 2004, plusieurs pays en Asie du sud-est ont été secoués par un tremblement de terre dans les profondeurs de l'océan Indien qui a entraîné un fort tsunami, tuant 167 000

personnes en Indonésie (principalement à Aceh) et provoquant le déplacement de plus d'un demi-million de personnes alors que des milliers de maisons ont été endommagées par l'eau de mer.

« L'une des régions les plus volcaniques au monde, avec 129 volcans »

L'Indonésie est située dans la zone de la ceinture circum-pacifique, également connue sous le nom d'anneau de feu (*ring of fire*).

Cette ceinture s'allonge sur 40 000 kilomètres dans l'arc de la Nouvelle-Zélande jusqu'au sud du Chili, en passant par le Japon, l'Indonésie et la Côte ouest américaine. Elle est appelée l'anneau de feu étant donné que cette région compte 75 % des volcans du monde. Le nombre de volcans actifs autour de cet anneau est à mettre sur le compte du mouvement des plaques tectoniques. En effet, sur cet arc volcanique, l'Indonésie se distingue encore, comme l'une des régions les plus volcaniques au monde, avec 129 volcans actifs qui sont tous soigneusement surveillés par le Centre de volcanologie et d'atténuation des risques géologiques. Cette observation est primordiale du fait qu'un certain nombre de volcans en Indonésie continuent d'être actifs. Par ailleurs, le bureau de statistique indonésien estime que plus de cinq millions de personnes vivent dans la « zone de danger » d'un volcan et devraient être évacuées immédiatement au cas où le volcan montrerait une augmentation significative de l'activité. Non seulement l'Indonésie est touchée par la menace tectonique, comme d'autres pays du monde, mais elle fait aussi face aux inondations provoquées par le changement climatique entraînant un bouleversement irrégulier des climats.

En premier lieu, le déploiement dispersé de l'armée indonésienne sur les territoires indonésiens facilite son rôle dans l'atténuation des catastrophes en collaborant avec l'Agence des services sociaux pour sensibiliser la population sur la manière de réduire l'impact de ces catastrophes. Elle améliore aussi sa collaboration avec le Centre de volcanologie et d'atténuation des risques géologiques pour déterminer un système d'alerte ayant l'objectif de surveiller la possibilité de catastrophes naturelles et leurs impacts éventuels.

victimes, aider à répondre aux besoins fondamentaux des victimes, assurer la protection des groupes vulnérables, s'occuper des réfugiés et aider à la remise en état des installations et infrastructures publiques.

La recherche, le sauvetage et l'évacuation des victimes, menés de manière rapide, précise et efficace, sont les tâches principales pour apporter l'assistance nécessaire et sauver des vies. De plus, ces opérations doivent absolument être effectuées par les



personnes et les équipes qui possèdent des compétences afin de ne pas mettre en danger les équipes de sauvetage elles-mêmes ou bien les victimes. Puis, la disponibilité des équipements essentiels est importante et doit être adaptée à la forme et aux spécifications

de la catastrophe à affronter.

En deuxième lieu, la mobilisation des forces armées indonésiennes durant l'intervention d'urgence est vitale dans le processus de gestion des catastrophes, où certains points qui ne peuvent être atteints par les civils peuvent être traités par les militaires d'une manière plus réactive et efficace. Des milliers de soldats et leurs équipements peuvent être déployés en peu de temps sur les zones des catastrophes. Pendant ce temps, leurs tâches confiées se concentrent sur cinq actions : **sauver et évacuer les**

Une étude qui a été réalisée en 2016 par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) prédisait que la montée des eaux menacerait 824 millions de personnes dans le monde à l'horizon 2030 et puis 1,2 milliard en 2060.

Afin d'affronter le danger des catastrophes naturelles, le gouvernement de l'Indonésie doit assurer la sûreté de tous citoyens en

particulier en s'efforçant de mitiger l'impact de ces catastrophes. Pour cela, le gouvernement a promulgué la loi n° 24 de 2007 relative à la gestion systématique, intégrée et coordonnée des catastrophes permettant d'optimiser la coordination entre les acteurs et de fournir une base juridique solide. L'un de ces acteurs est l'armée indonésienne qui est le pivot sur le terrain sous le contrôle de l'Agence nationale de gestion des catastrophes.

Dans le but de répondre aux besoins fondamentaux des victimes, l'armée indonésienne coopère avec le gouvernement local et les services sociaux en créant des cuisines publiques qui fournissent des services alimentaires aux victimes et un accès à l'eau potable. Elle distribue aussi une assistance logistique et des vêtements provenant d'autres régions en utilisant des moyens de transport militaires tels que des avions de transport et des camions militaires. En outre,



Rôles importants de l'armée indonésienne

L'implication des forces armées indonésiennes dans le processus de gestion des catastrophes naturelles est conforme à l'article 7 de la loi n° 34 de 2004 concernant les principales tâches de l'armée indonésienne de réaliser les opérations militaires en dehors de la guerre. L'une de ces opérations consiste à gérer les catastrophes naturelles où cette implication a pour but d'empêcher l'augmentation des pertes humaines et des biens des populations et d'aider à surmonter leurs difficultés afin de ne pas mettre en péril la souveraineté, l'État et la sécurité de la nation.

l'armée prépare également des hôpitaux d'urgence et des navires- hôpitaux équipés de personnel médical et de médicaments ainsi que des installations pour effectuer des opérations d'urgence.

En ce qui concerne la protection des groupes vulnérables (enfants, personnes âgées et personnes ayant des besoins spéciaux), étant donné que la crise et la situation difficile peuvent mener certaines personnes à commettre des actions criminelles, l'armée indonésienne collabore avec la police nationale et l'agence sécuritaire locale pour les en empêcher dans les camps de réfugiés. Aucune raison ne justifie les actions criminelles puisque la sûreté du camp est la priorité.

L'état des camps de réfugiés a certainement tendance à stresser et à déprimer les victimes. L'armée envoie une équipe psychologique visant à aider les personnes touchées par les catastrophes afin qu'elles ne connaissent pas de troubles psycholo-

giques et puissent s'adapter aux conditions réelles après la catastrophe. Cette activité d'assistance peut être réalisée à travers des efforts de services psychologiques pour libérer les tensions et les charges psychologiques de manière structurée. Par exemple, chez les enfants qui sont fragiles, l'équipe les encourage à jouer et à se détendre dans le but de leur apporter de la joie, qu'ils puissent rire aux éclats et elle les accompagne intensivement afin qu'ils puissent oublier leur traumatisme, développer leur capacité à surmonter les problèmes, et créer un meilleur sentiment.



« Les services psychologiques pour libérer les tensions et les charges psychologiques en particulier chez les enfants »

L'armée indonésienne se rend compte que la gestion des catastrophes naturelles est difficile, parce que cela nécessite la coopération de toutes composantes de la nation. Cependant, ce n'est pas une excuse pour ne pas accomplir les tâches assignées.

Elle s'efforce de continuer à participer activement à la gestion des catastrophes naturelles afin de surmonter les difficultés de la communauté et maintenir l'intégrité territoriale de l'Indonésie.

Il est vrai de dire que les militaires sont toujours prêts à travailler même si la situation est difficile à gérer.

Continuez d'avancer, n'abandonnez jamais.

L'armée apporte aussi son soutien à la remise en état des installations et infrastructures publiques, en particulier les centres du gouvernement, les écoles et les centres économiques. Ceci est important à mettre en œuvre immédiatement afin de relancer les roues du cycle économique et que les habitants puissent continuer leurs activités. La disponibilité d'équipements militaires



Commandant Hafda Prima Agung - Indonésie

Je suis né en 1985 à Batu Sangkar qui se situe sur l'île de Sumatera en Indonésie. J'y ai fait mes études jusqu'au collège. En 2003, j'ai dû déménager sur l'île de Java et rester loin de la famille pour poursuivre mes études dans le lycée qui m'a offert des bourses. Je me suis engagé dans l'armée de Terre étant donné que son académie était proche de mon lycée ; je voyais donc souvent des cadets qui étaient en train de s'entraîner depuis mon pensionnat.

J'ai commencé ma carrière à l'académie militaire en 2003. Ensuite, j'en suis sorti en 2006 et suis devenu l'officier de l'artillerie Sol-Air. J'ai déjà changé de postes plusieurs fois et ai profité de quelques stages à l'étranger. J'ai également fait des études en relation internationale à l'université.

J'aime bien travailler au niveau multinational, et en 2018 j'ai participé à l'une des missions de l'ONU qui s'appelle MINUSCA. Pendant ce temps-là, j'étais l'observateur militaire.

Après avoir accompli cette mission et avant de venir en France pour l'École de guerre, j'ai travaillé au centre d'artillerie Sol-Air.

Je suis marié et ai actuellement deux enfants. Ma famille, heureusement, va me rejoindre à Paris. Je voudrais profiter de cette occasion pour leur offrir des expériences intéressantes et inoubliables, en particulier pour mes enfants en faisant leurs études à l'école française.

Capitaine de Frégate Aldebasy Maged, Marine saoudienne

LE FUTUR PROCHE SAOUDIEN DANS LA VISION 2030

Cinq années se sont écoulées, au cours desquelles les décideurs ont fixé des règles strictes qui se sont appliquées à tous citoyens saoudiens sur le terrain. En 2016, la vision saoudienne 2030 a été grandement lancée par Son Altesse Royale le Prince Mohammed ben Salman ben Abdulaziz Al Saud, Prince Héritier, Vice-Premier Ministre et Président du Conseil des affaires économiques et du développement





« le début de 2021 confirme que l'Arabie saoudite est sur sa trajectoire de développement dans tous les secteurs »

Si cette identité est développée avec le temps comme prévu dans la vision 2030, l'État saoudien sera sûr de sa souveraineté pour être un élément moteur de façonement du monde. Ce grand projet national qui représente un changement extraordinaire a apporté des transformations historiques.

Résultats éprouvés :

Localement, le site officiel www.vision2030.gov.sa, met en évidence la vision depuis son lancement. Elle est constituée de trois pivots essentiels qui sont listés par ordre d'importance. En premier lieu, la valeur spirituelle de la position géographique qui est représentée par les saintes mosquées qui font le cœur des mondes arabe et islamique. Le deuxième pivot concerne la création d'une économie plus diversifiée et durable. Enfin, la position stratégique est un élément déclencheur pour l'économie saoudienne qui relie les trois continents : Afrique, Asie et Europe.

Le lancement de 11 initiatives et projets en 90 jours depuis le début de 2021 confirme que l'Arabie saoudite est sur sa trajectoire de développement dans tous les secteurs, conformément aux objectifs de la vision 2030.

Promouvoir le produit national à travers le lancement du programme économique « Shareek » qui aide les sociétés locales financièrement, poussera plus de 100 entreprises locales vers des opportunités qui leur permettront de se transformer en une entreprise mondiale. Ce programme portera ses fruits plus tard avec une économie indépendante tout en augmentant les possibilités d'emploi et en améliorant les conditions du travail.

Démarrer la tentative écologique « Green Saudi » qui améliorera les conditions climatiques dans sa zone parce que l'Arabie est considérée comme un pivot fondamental. Grâce à cette tentative, la santé publique des citoyens et l'environnement en général seront améliorés, en revitalisant 40 millions d'hectares, en développant la végétation et une ceinture de verdure.

Dans le même contexte, par l'annonce de l'initiative « Moyen-Orient vert », l'Arabie saoudite endossera le rôle de pionnier sur



Faire de la capitale Riyad l'une des dix premières villes économiques du monde et l'une des quarante plus grandes économies du monde ce qui la placera sur la carte des grandes villes mondiales, augmentera les investissements et créera de nombreuses occasions pour les citoyens.

le globe terrestre en montrant des efforts écologiques pour protéger la planète en tant qu'expéditeur fondamental pétrolier. Si les conditions climatiques sont développées, la ville pionnière du futur «The Line» dans NEOM, sera la première ville du genre au monde, dopée par l'intelligence artificielle, excluant toute manifestation de pollution.

« 35 milliards d'euros par an »

Développer un système judiciaire, avec lequel préserver les droits, assurer la sécurité sociale pour les familles et améliorer la situation des femmes saoudiennes dans la société.

Renforcer la confiance internationale tout en faisant ces démarches sur le théâtre mondial : La stratégie annoncée par le Fonds d'investissements publics, qui vise à atteindre 1 000 milliards d'euros à la fin de 2025, financera 35 milliards d'euros par an

« une des plus grandes économies du monde »

dans l'économie nationale et renforcera la confiance internationale dans l'économie saoudienne, en tant qu'économie surpuissante et dynamique face aux crises catastrophiques.

Le projet touristique « Coral Bloom Red Sea » de construire des hôtels et développer des plages vierges est à l'instar d'un pilier vital, car son potentiel naturel classé comme le quatrième plus grand récif au monde grâce aux récifs coralliens denses restera une bonne manière de développer enfin un tourisme florissant. En outre, des constructions prenant en compte les concepts de modernité et de conditions environnementales placeront l'Arabie saoudite sur la carte du tourisme mondial, avec son climat fixe et sa nature vierge. Il s'agit du projet de tourisme renouvelable le plus ambitieux au monde.



Réalisations sur le terrain pour les trois axes principaux :

Société efficace : cet axe a progressé grâce à l'adoption de modes de vie alternatifs qui enrichissent la citoyenneté et le bon sens. La nouvelle administration travaille sur plusieurs axes : améliorer la mentalité, ouvrir les esprits vers les autres idéologies et penser autrement afin de servir les touristes du monde entier. Ce nouveau mode de vie montrera réellement le côté hospitalier de l'authenticité arabe. En plus de l'intérêt pour les sites archéologiques et leur inclusion dans la Fondation mondiale de l'UNESCO.

Une économie florissante : Cet axe a joué un rôle important dans l'augmentation de la part des femmes sur le marché du travail en 2020 conduisant à une hausse significative des actifs du Fonds d'investissement public et à une augmentation de la contribution des petites et moyennes entreprises au produit intérieur brut.

Pays ambitieux : C'est l'axe le plus important pour assurer la durabilité et la souveraineté du pays. Il se compose de deux piliers : un gouvernement évolutif et un citoyen efficace. En conséquence, les revenus non pétroliers ont considérablement augmenté en 2020 et le nombre de bénévoles a doublé chaque année pour atteindre 409 000 bénévoles en 2020, pour devenir une culture du peuple et un leadership sage à la lumière des capacités disponibles.

« Augmenter les opportunités dans le secteur culturel »

Voir la vision 2030 en chiffres :

Tout d'abord, un siège d'investissement féminin d'une superficie de 706 000 mètres carrés dans la région de Qassim sera établi. Puis, trois femmes seront choisies pour

représenter le pays comme ambassadrices du Royaume à l'étranger. Ensuite, le gouvernement a embauché cinquante enquêteuses saoudiennes et 1 500 femmes travaillant au service des visiteurs de la Grande Mosquée de La Mecque. Le gouvernement a également fait passer le taux d'émiratisme de 18 % début 2017 à 24 % fin 2020, sachant que plus de 400 000 citoyens et citoyennes exerçaient ces professions début 2019. La création de 400 professions culturelles a été incluse par l'administration pour augmenter les opportunités pour les professionnels du secteur culturel.

Nouveau stade du développement :

Cette phase a commencé au début de cette année 2021 et continuera encore cinq ans, et se poursuivra jusqu'en 2025. C'est la phase qui fera avancer la roue des acquis et qui maintiendra le niveau requis pour procéder aux réformes. La prochaine phase de la Vision 2030 du Royaume se distingue par la continuité du développement de secteurs prometteurs et nouveaux, en plus de l'accélération des réalisations dans l'exécution des programmes de la vision. Les prochains enjeux sont la croissance économique, soutenir le contenu local et le développement économique durable du Royaume. Le fait de soutenir le contenu local économique par le choix des ressortissants, accroîtra sa contribution au développement économique du Royaume. Les trois piliers, à savoir l'environnement des affaires, le rôle du citoyen et le secteur privé seront indispensables à la réalisation de la vision, grâce à laquelle le marché saoudien aura une grande autonomie pour employer les capacités et investir pour plus de succès et de progrès.



Capitaine de frégate Aldebasy Maged - Marine saoudienne

J'ai 37 ans, je suis né à Riyad, je suis marié et père de 2 enfants. Je suis ingénieur officier maritime, dans la Marine saoudienne. J'ai suivi une formation complète de huit années en France dans un programme de grande école. Suite à cette formation j'ai obtenu :

- Un DUT en Génie Mécanique et Productique, obtenu avec la mention bien ;
- Un mastère spécialisé en pyrotechnie et propulsion ;
- Une médaille de la Défense nationale des mains du préfet maritime de l'Atlantique.

Puis, j'ai finalisé mon projet de fin d'étude, d'une durée de 4 mois, à l'arsenal de Toulon pour finalement devenir ingénieur officier maritime dans la Marine saoudienne.

Premièrement, j'ai travaillé dans une frégate pendant une période de 8 ans et j'ai progressé sur l'échelle professionnelle. Dans le cadre de ce travail, j'ai obtenu la médaille de la perfection grâce à la réparation d'un système à haute-tension (de 400 hertz) qui alimente les systèmes de communication et d'armement en mer.

Deuxièmement, grâce à mon expérience au Centre d'armes et de munitions durant 4 ans, j'ai été sélectionné comme membre du Comité des officiers supérieurs approuvé par le Prince héritier pour analyser les missiles de guerre au Yémen et évaluer les stocks d'armes et de missiles dans toutes les régions d'Arabie saoudite.

En outre, je suis candidat de la Marine saoudienne au Groupe d'experts des Nations unies pour effectuer des missions de désarmement dans les zones de conflit.



GUIDE RÉDIGÉ À L'INITIATIVE DE L'ASSOCIATION
« FRÈRES D'ARMES »
ÉCOLE MILITAIRE - case G - 1 place Joffre - 75700 Paris SP 07
Tél. : 01 44 42 45 06
Site Web : www.freresdarmes.org - E-mail : freresdarmes@wanadoo.fr